

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

La révolution ou la guerre

Belin écrit dans « Syndicats » qu'il faut faire la paix. Et il ajoute qu'il faut croire au miracle. Nous ne croyons pas, quant à nous, au miracle. Nous disons et répétons que si toutes les conditions objectives de la guerre se trouvent réalisées, il n'est absolument rien qui puisse nous en préserver : le monde subira la guerre comme la moisson subit l'orage quand les conditions météorologiques rendent nécessaires l'éclair et la grêle. Il ne faut pas nous payer de mots. Ni trop compter sur le signe de croix des dévots. Ce paratonnerre se révélerait à l'épreuve ridiculement insuffisant.

J'entends bien que Belin ne s'en tient pas à une affirmation purement mystique. Tout au long de son article, il dénonce la course aux armements comme une de ces mesures qui doivent tôt ou tard provoquer la guerre. Mais il faut faire réflexion là-dessus. La course aux armements n'est elle-même qu'un symptôme. Elle ne fait qu'exprimer la volonté des impérialismes rivaux de recourir, s'il le faut, à un règlement par les armes. Il est donc vain de s'en prendre aux marchands de canons ou aux gouvernements qui élèvent leurs armements au niveau de leur sécurité. Ces gouvernements remplissent leur tâche, simplement, et on ne peut espérer qu'ils consentent à désarmer, pas plus qu'on ne peut penser que les intérêts impérialistes puissent jamais s'ajuster.

LA encore, il faut voir les choses comme elles sont. Ce n'est pas parce que nous sommes, aujourd'hui, à peu près les seuls à le proclamer que cette interprétation des rapports internationaux cesse d'être vraie. Nous nous refusons à croire que la guerre qu'on nous prépare, et pour laquelle on nous demande déjà tant de sacrifices, soit une guerre idéologique : fascisme contre démocratie. Yvon Delbos déclarait dimanche dernier, dans son discours de Narbonne, que l'Europe du XIX^e siècle avait déjà connu des oppositions idéologiques qui n'avaient pas empêché de longues périodes de paix. Il avait raison. Mais ce qu'il n'a pas dit, c'est que les appétits impérialistes se sont considérablement accrus depuis cette époque et qu'ils rendent impossible aujourd'hui une période de paix, même courte. Car nous ne voulons pas appeler paix cette actuelle veillée des armes où le Monde, fébrilement, se prépare à la guerre.

Nous nous refusons donc, c'est vrai, à rêver de désarmement, qu'il soit unilatéral ou concerté. Comme nous tenons pour utopie tout effort en vue d'une organisation de la paix par la S.D.N. et les pactes d'assistance. Nous reprenons intégralement les positions traditionnelles de l'internationalisme prolétarien. Non pas parce qu'elles sont traditionnelles, mais parce qu'elles sont justes.

LASHORTES.

(Voir la suite en 4^e page).

SILENCE DANS LES RANGS !

En jugulant l'opposition révolutionnaire, et en approuvant sans réserve la politique gouvernementale, le parti S.F.I.O. se précipite dans la faillite du Front Populaire

On ne pouvait évidemment attendre du Conseil National socialiste des mesures ou des résolutions révolutionnaires. Militants chevronnés et chevrotants, élus de tous genres et de tous poils, socialistes de gouvernement ou de municipalités prirent les décisions que tout le monde s'attendait à voir prendre.

Mais, tout de même, l'atmosphère de l'assemblée, l'arrogance de certains souligna que la S.F.I.O. est et reste bien le parti réformiste, le parti gouvernemental, lié à la bourgeoisie, qui se refuse à toute politique hardie, qui n'espère plus qu'une chose, c'est que la reprise économique devienne une réalité, et qu'enfin on puisse reprendre le bon petit train-train des réformes et le grappillage dans les vignes capitalistes.

Les paroles de Dormoy notamment, que le Populaire se garde bien de reproduire, mais que l'Humanité monte en épingle et applaudit, sont significatives.

Voici une déclaration de cet homme à poigne qui alla solliciter les 400 voix du P.P.F. de Doriot pour battre les communistes à Montluçon. — « J'accuse, après les événements de Clichy, la gauche révolutionnaire d'avoir fait acte d'indiscipline et d'avoir manqué à la solidarité socialiste. Il y avait 200 membres de la gauche révolutionnaire à Clichy. »

— Tant qu'on ne nous aura pas dit de partir, nous nous écrirons « Discipline ! »

Mais s'il faut partir, je l'accepterai aisément, car je suis de ceux qui pensent ce que Léon Blum disait entre deux sanglots à l'hôpital Beaumont. « Non, nous ne méritons pas cela ! »

— Le socialisme ne se construira pas dans

les ordures ménagères qu'on aura refusé de ramasser. Je fais mon devoir. Au Conseil national de faire le sien. Mais puisqu'une question de discipline est posée, je veux vous dire que vous tenez dans vos mains le sort et l'avenir du socialisme ! »

Et, suivant le Popu, l'avis de Paul Faure.

S'adressant aux délégués, Paul Faure leur dit qu'ils n'ont pas le droit de laisser poignarder dans le dos les hommes que les assemblées du parti, décidant dans leur souveraineté, ont envoyés siéger au gouvernement. Puis, invoquant les méthodes d'organisation et d'action de la « Gauche révolutionnaire », ainsi que ses relations avec les « ennemis du dehors », notamment les trotskystes, il lance un appel solennel au Conseil national, en lui demandant l'« exclusion des factieux ».

Le tout soigneusement applaudi par une grosse majorité d'assistants, que « l'exercice du pouvoir » rend dociles et prêts à abandonner l'idée de la « prise du pouvoir ».

Ainsi donc le parti socialiste vient d'avaliser sans réserves, la politique du gouvernement de Front Populaire. On s'y attendait, mais tout de même on pouvait croire à davantage de réactions de la part des militants. Qu'est devenue la fameuse motion : « Pas un sou, pas un homme pour la guerre », quand on voit l'augmentation des budgets de guerre, l'emprunt pour la dé-

ATTENTION !

la semaine prochaine, HUIT PAGES

Pensons à nos deux cents enfants

Il ne faut pas que le magnifique courant de solidarité qui, depuis sa fondation, a fait affluer au siège du Comité pour l'Espagne libre, les dons et secours de toute nature, subisse le moindre ralentissement.

Plus que jamais, il est indispensable que ce courant persiste et même grossisse ; car nos amis d'Espagne ont plus que jamais besoin d'être secondés, et par qui peuvent-ils et doivent-ils être soutenus si ce n'est par ceux dont ils dépendent les libertés en même temps que les leurs ?

Vêtements, denrées alimentaires, médicaments, cigarettes pour les militaires doivent continuer à parvenir régulièrement et en masse au Centre de Ravitaillement du 26 de la rue de Crussol.

Ce n'est pas tout : nos amis savent que ce Comité a recueilli deux cents enfants qui ont dû fuir le modeste logis qu'ils habitaient, afin de ne plus vivre sous la menace horridique et permanente de l'incendie, du bombardement et de l'asphyxie.

Ces enfants se trouvent actuellement rassemblés à Liens (Gerone) et forment une colonie enfantine à laquelle a été donné le titre de Colonie Ascaso-Durruti. Ils forment un vaste cercle familial ; nous les avons adoptés, nous tous : syndicalistes-révolutionnaires, anarchistes de toute tendance, cœurs affectueux, sensibles, paternels et maternels.

Pour chacun de nous, c'est un devoir aussi doux qu'impérieux de veiller à ce que ces chers petits ne manquent de rien de ce qui est nécessaire à leur développement.

Nous avons envisagé les charges qu'entraînent les obligations matérielles et morales que nous avons contractées ; et, tous comptes faits, nous nous sommes arrêtés à la somme globale de dix mille francs par mois au minimum.

Amis, faites vous-mêmes le calcul et vous constaterez que ce total de 10.000 francs par mois ne représente qu'une dépense mensuelle de cinquante francs par enfant.

Cette somme de 50 francs par mois et par enfant est prévue pour l'achat des diverses choses à se procurer sur place : lait, pain, viande, légumes verts, etc. ; prévue également pour le paiement du personnel dévoué et compétent attaché à la colonie, personnel ayant pour fonction de veiller à l'entretien, à la santé, à l'éducation de ces enfants ; prévue, enfin, pour les frais très onéreux de camionnage.

Chacun doit pressentir et se rendre compte, à la réflexion, que cette somme ne peut suffire à tout.

Il faut, au surplus, que du Centre de Ravitaillement de Paris soit dirigé vers la colonie, aussi fréquemment que possible, tout ce qu'on ne peut facilement se procurer sur place, là-bas, tout ce qui peut supporter le transport par camion, par exemple : vêtements, linge, chaussures, mercerie, médicaments, jouets et, comme vivres : lait condensé, sucre, pâtes alimentaires, chocolat et cacao, café, farine, confitures, biscuits secs, etc., etc.

Nous demandons beaucoup, pensera-t-on peut-être. Mais nos besoins sont considérables et nos ressources proviennent uniquement de l'aide que nous sollicitons.

Nous avons mis à l'étude un projet qui assurerait durant plusieurs mois (et les plus difficiles) les 10.000 francs dont il a été question plus haut.

Dès la semaine prochaine, nous serons en mesure de faire connaître ce projet et nous espérons que, avec le concours de tous, nous le mènerons à bonne fin.

Qu'on pense, en attendant, à apporter rue de Crussol les dons en nature qui sont nécessaires et qui, nous ne voulons pas en douter, vont, dès les jours qui suivent, affluer de toutes parts.

SEBASTIEN FAURE.

lib

Et maintenant tout est possible...

...Même de se taire ou d'être exclu.

La semaine de bonté

Tout le monde sait ce que, dans les milieux catholiques, il est convenu d'appeler « la semaine sainte ». C'est celle qui va du dimanche dit « des Rameaux » au dimanche dit « de Pâques ».

Comme toutes les autres semaines de l'année, elle n'est que de sept jours ; mais elle a ceci de particulier que chaque jour de cette semaine doit, pour le chrétien attaché à sa foi, s'illustrer d'un geste de mortification, d'un sentiment de repentir, d'une larme versée sur la croixification de l'Homme-Dieu ou d'une action purificatrice. L'Eglise enjoint aux fidèles de jeûner et de faire pénitence, de se recueillir et de prier, de se frapper la poitrine et de se repentir, de se dépouiller, dans les eaux purificatrices de l'absolution, de la souillure du péché, de s'abimer dans la douleur à la pensée des souffrances endurées par le Rédempteur pour le salut de l'Humanité et de se préparer à le recevoir en état de grâce, sous la forme symbolique de l'hostie eucharistique.

Il se peut que, durant les cinquante et une semaines qui ont précédé celle-ci, le fidèle se soit abandonné aux pires débordements ; il se peut qu'il se soit vautré dans les plus crapuleuses orgies ; il se peut qu'il ait commis les actions les plus odieuses.

N'importe ! Tout lui sera pardonné ; tout sera oublié, effacé, amnistié si, des Rameaux à Pâques, il se soumet et se conforme à ce qui lui est ordonné par l'Eglise ; s'il accepte certaines privations et pratique certaines abstinences ; si, le mercredi de la semaine « sainte », il jeûne ; si, le jeudi, il rend visite aux temples affectés au culte et y marmonne quelques orfemes ; si, le vendredi, il s'abstient de manger du saumon et s'empêche l'estomac de morue ; si, le samedi, il sort du confessionnal muni de l'absolution purificatrice et si, le dimanche, il s'approche de la Sainte Table.

On a peine à concevoir que, au vingtième siècle, il y ait encore des millions de gens qui prennent au sérieux des misères aussi monumentales et ont la stupidité de croire que leur obéissance, durant la semaine « sainte », aux pratiques rituelles ci-dessus rappelées effacera la noirceur de leur âme et leur vaudra, devant le magistrat divin, le pardon et l'oubli des mauvaises actions qu'ils ont commises.

On a peine à admettre qu'il puisse en être ainsi, et pourtant cela est.

Eh bien ! Dans le monde laïque, toujours disposé à emprunter aux religions leurs sinigeries, on a institué aussi, depuis quelques années, une sorte de semaine « sainte ».

C'est la semaine dite « de bonté ».

Les belles madames et les jolis messieurs qui ne regardent pas à la dépense quand il s'agit de tenir leur rang ou de satisfaire leurs vices ; les élégants et les mondaines qui, d'un bout à l'autre de l'année, mènent une existence de dissipation, de luxe, de désœuvrement et de prodigalité, se font un devoir de se rappeler, une fois l'an et pendant les sept jours de la semaine dite « de bonté », que de navrantes détresses les environnent et que, tandis qu'ils jettent stupidement par les fenêtres des fortunes, des femmes comme elles, des hommes comme eux, des enfants comme les leurs, traitent une lamentable et tra-

Anarchistes, plus que jamais serrons nos rangs

par Ernesto Bonomin

Comme nous nous y attendions, l'intention de vouloir rééditer la trahison de Cronstadt et de l'Ukraine Libertaire commence à se faire jour. Au fur et à mesure que les opérations militaires sont favorables aux armées révolutionnaires, et que l'on peut espérer la victoire du peuple espagnol contre la plus formidable réactionnaire et fasciste internationale, les Torquemada de l'Inquisition Stalineenne laissent cyniquement entendre qu'ils n'admettront d'autre credo que celui de la religion moscovite. Le « pape » du Kremlin marchant sur les traces sanglantes de celui du Vatican, a lancé à ses croyants son encyclique.

La C.N.T. de Madrid, Nosotros de Valence, quotidiens anarcho-sindicalistes, ont été pour quelques jours suspendus, pour avoir voulu informer le prolétariat libère sur certaines tragédies dont certains de nos camarades étaient victimes.

La C.N.T. del Norte, de Bilbao, organe du Comité régional de l'organisation confédérale du Nord, a été supprimée. Son comité de rédaction fut arrêté au complet et, comble de cynisme : les locaux du journal ainsi que l'imprimerie ont été réquisitionnés en faveur de l'organe bolchevi que de la région.

Dans la région du Levant, des groupes entiers de camarades ont été détenus parmi lesquels : Maroto, et nos chers camarades de langue italienne Tommasini, Fontana, Cimadori, Giobbe et Gino Bibbi (1).

Des camarades syndicalistes et anarchistes ont été assassinés un peu partout, les massacres d'Arcadète ensuite, où dix-huit de nos camarades ont été lâchement massacrés dans une embuscade, font frémir d'indignation. Dans la région de Gandia, complètement contrôlée par la C.N.T. et la F.A.I., berceau de l'héroïque et exemplaire Colonne de Fer, tandis que celle-ci se bat aux premières lignes devant Térul, des villages entiers ont été désarmés par les autorités du gouvernement Caballero.

Par tous les moyens et souvent les moins avouables, les séides de Staline savent leur venir contre nos meilleurs militants, lançant leurs traditionnelles invectives contre les anarchistes, les faisant passer sournoisement et insidieusement comme des éléments incontrôlables, capables seulement de voler, assassiner et détruire.

Rien ne les arrête, toutes les armes sont, par eux, employées afin de discréditer auprès des masses notre mouvement et de salir nos camarades.

Ils manœuvrent, aidés en ceci par les politiciens de toutes les races, tous les idiomes, pour affaiblir et désarmer la Catalogne libertaire et laisser le front d'Aragon, occupé en majeure partie par les divisions confédérales, sans aucun moyen offensif.

(voir la suite en 3^e page).

APPEL A LA CONSCIENCE OUVRIÈRE INTERNATIONALE

Pour l'Espagne, le Premier Mai !

MANIFESTE DE LA C.N.T.-F.A.I. ET DES JEUNESSES LIBERTAIRES

Sur l'initiative des Jeunesses Libertiaires de Catalogne, une campagne d'agitation intense et continue va commencer ; celle-ci s'adresse à tous les travailleurs du monde afin que le PREMIER MAI, soit cette année une journée internationale d'agitation en faveur de l'Espagne antifasciste. Nous devons faire notre possible pour que ceci soit le prélude d'une aide véritable et positive, de la part de tous les travailleurs du monde vis-à-vis de leurs frères d'Espagne en lutte ouverte contre le fascisme.

Afin de réaliser cette campagne avec le plus d'ampleur, et engager les organisations ouvrières et démocratiques à se solidariser avec les travailleurs, dans le but d'employer en faveur du prolétariat espagnol, des méthodes plus efficaces et décisives, une commission est composée, formée de tous les organismes. Elle se chargera de tous les travaux de propagande. Le Premier Mai doit être cette année le « Jour de l'Espagne révolutionnaire ».

Notre intérêt est d'essayer de SECOURIR LA CONSCIENCE DU PROLETARIAT INTERNATIONAL pour lui faire comprendre que notre lutte contre le fascisme et le capitalisme international, est la lutte de tous les travailleurs du monde ; que de notre triomphe dépend le sort de tout le prolétariat mondial. Il faut le convaincre que notre triomphe dépend de son attitude et de son aide ; lui démontrer que tandis que les fascistes reçoivent une aide illimitée, nous recevons des puissances démocratiques des pactes de non-intervention et des plans de contrôle qui représentent un blocus destiné à étouffer la révolution espagnole.

Une aide efficace doit consister en agitation permanente dans tous les pays, boycotter les produits des pays fascistes, saboter tout ce qui est destiné à l'Espagne de Franco, exiger des gouvernements la vente d'armes à l'Espagne antifasciste, etc.

TANT QUE LES MASSES OUVRIÈRES CONTINUERONT A ETRE ENCHAÎNÉES DERRIÈRE LE CHAR DE L'ÉTAT, TOUJOURS DEFENSEUR DES INTÉRÊTS CAPITALISTES, L'AIDE QUE NOUS RECEVRONS D'ELLES SERA INSUFFISANTE ET INEFFICACE.

IL FAUT ROMPRE CETTE CHAÎNE ET EMPLOYER L'ACTION DIRECTE.

Nous voudrions que le Premier Mai fasse connaître à tous les travailleurs du monde, la signification de la lutte que nous poursuivons. Qu'ils sachent tous que NOUS NE LUTTONS PAS POUR UNE RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE, MAIS POUR LA RÉVOLUTION SOCIALE, émancipatrice, et qui nous ouvrira les portes d'une ère de justice et de liberté.

grique existence dans le dénuement d'aujourd'hui et l'angoisse de demain.

Tout d'un coup, ces « messieurs-dames » daignent se rappeler que leur part est inégalement excessive et celle de quantité d'autres désespérément insuffisante.

Alors, sept jours durant, sur trois cent soixante-cinq, ils ont l'intuition plutôt que le sentiment que, s'ils jouissent du superflu, c'est que nombre d'autres sont privés du strict nécessaire et ils ont, par suite, l'impression vague que leur opulence est faite de la misère d'autrui.

Ne leur demandez pas de prendre conscience qu'un tel contraste est un scandale et un crime. N'espérez pas que ce beau monde finira par comprendre qu'une iniquité aussi monstrueuse n'a que trop duré et qu'il est urgent d'y mettre fin.

Nourrir un tel espoir, ce serait faire trop d'honneur à l'intelligence et au cœur de cette « élite mondaine ».

Presque tous imbus des croyances religieuses les plus orthodoxes, presque tous acquis au respect des funestes principes sur lesquels repose la morale conventionnelle et routinière, ces bourgeois bien « en-sants » estiment qu'ils ont accompli leur devoir social — et tout ce devoir — lorsque, après cinquante et une semaines d'insensibilité et de totale indifférence aux privations des enfants et à l'indigence des vieillards, ils consentent, la cinquante-deuxième semaine, à se pencher sur certaines detresses qui se signalent d'elles-mêmes ou leur sont signalées.

Après quoi, à grand renfort de réclame, les grandes feuilles d'information portent à la connaissance de leurs innombrables lecteurs les exemples « admirables » de bienfaisance et de charité, les preuves éclatantes d'indéfectible bonté qui tendent à transformer en bienfaiteurs des pauvres les auteurs et profiteurs du paupérisme.

Ces pseudo-philanthropes ont la sottise de s'imaginer que la comédie qu'ils jouent ainsi leur acquiert des droits à la reconnaissance des masses qui souffrent, à l'instar des pratiquants de la semaine dite « sainte » les pratiquants de la semaine dite « de bonté » espèrent bêtement que les quelques aumônes qu'ils distribuent en cette circonstance leur vaudront le pardon et l'oubli des spoliations permanentes dont est faite leur richesse.

Et si leur aveuglement ne va pas jusqu'à escompter la bonté d'une amnistie totale et définitive, ils pensent tout au moins reculer de la sorte la date du règlement des comptes, l'heure de la restitution intégrale, de la Révolution expropriatrice.

Belles dames et beaux messieurs, les anarchistes vous le disent : « Foutrez-vous bien dans la tête que la justice divine et la justice populaire n'ont pas de commune mesure ; enfoncez-vous bien dans le crâne que votre bon-Dieu et le prolétariat, ça fait deux. »

SEBASTIEN FAURE.

Notes et Glanes

« Nous sommes prêts à déterrer le tombeau si notre voix sincère et républicaine n'est pas entendue... » C'est pour cette phrase, déguisée en soi, parue dans son numéro du 21 mars, que notre confrère « Demain » est poursuivi pour provocation au meurtre et menaces de mort sous condition. « Demain », qui, si l'on peut dire, serait plutôt à la droite des républicains de gauche, n'est pas précisément de nos amis. Nous n'en sommes que plus à l'aise pour protester contre son inculpation lâche et imbécile surtout que son directeur Jacques La Brède a déclaré lors de la saisie de son numéro : « qui a eu lieu le même jour que chez nous — n'avoir rien de commun avec « ces gens-là ».

Il y a cinquante ans, l'affaire Schœnböhl faillit nous amener la guerre de revanche prématurée avec l'Allemagne. Et l'histoire nous apprend que Grévy, alors Président de la République dit à Boulanger qui voulait l'envoyer immédiatement d'un ultimatum à l'Allemagne : « Ce serait une folie, la guerre en résulterait, et nous serions battus ». Pourquoi la crainte de la défaite — toujours possible après tout — n'a-t-elle pas, en 1914, inspiré le ministre Poincaré ? Dites, amis, redoublons de « défaitisme » pour que le prochain qui aura à décider de la prochaine guerre s'effraie à l'idée d'être battu et ne nous engage pas dans la bagarre.

Hitler ayant fait part à Lansbury qu'il accepterait de participer à une conférence mondiale qui, sur le plan économique, serait susceptible de faire reculer la guerre, le Saint-Brice dit « Journal » s'est immédiatement mis à bavarder. Et, n'ayant rien d'autre à dire, il reproche à Lansbury d'avoir 78 ans. Autrement dit, il le fait passer pour gâteux. Et le même Saint-Brice défilait la vieille ganache de Clemenceau.

Une phrase de Saint-Brice (Journal, du 20-4-37) a cependant retenu mon attention. Parlant des démarches de Lansbury en vue de l'établissement de la Paix, il écrit : « Il a sollicité M. Van Zeeland, il a tâté M. Léon Blum, en désespoir de cause, il se rabat sur M. Hitler ». Bizarre, en vérité. Et nous aimerions assez connaître les résultats de l'entrevue Blum-Lansbury. Paix ! Paix ! Paix ! à dire George. Pet ! Pet ! Pet ! à dire Léon, les yeux fixés sur la City.

Tout le monde sait que le « Cri de Paris » est un journal foncièrement moral. D'ailleurs l'honorable sénateur Henry Lemaire y fait hebdomadairement du papier. Aussi je ne fus pas surpris d'y lire dans le dernier numéro un petit poulet, anonyme d'ailleurs, intitulé « Humanitarisme dangereux ». Le courageux auteur de la saleté en question fait passer les bourgeois de gosses, les chaouchs des bagnes d'enfants pour des petits saints journalièrement « en butte aux menaces, aux méchancetés, voire aux sévices de leurs pensionnaires ». Qui, aussi incroyablement que cela puisse paraître, les martyrs ne sont pas pour l'histoire en question, les lapins et adolescents qui crèvent de tuberculose, mais, au contraire les brutes innombrables qui sur eux, assouvissent leurs instincts cruels et sanguinaires. Ton nom, vite, vaillant champion de la morale humanitaire, afin que les rescapés des bagnes d'enfants puissent aller te remercier.

HENRI GUERIN.

A PROPOS D'EYSSES

La suppression des bagnes d'enfants n'aura pas lieu

Ça y est, les deux grands journaux vespéraux se livrent à une bagarre sans merci. « Paris-soir » demande aux parlementaires leur avis, sur la suppression des bagnes d'enfants.

« Ce soir » plus malin, ou plus démagogique fait un référendum parmi ses lecteurs. Tout va très bien ; les parlementaires, même les plus réactionnaires (à part les représentants de l'Alsace-Lorraine) sont pour des réformes et nul doute que les lecteurs de « Ce soir » ne soient, en majorité, partisans de la suppression des colonies pénitentiaires.

Toutefois, nous pouvons dire avec assurance que les bagnes d'enfants ne seront pas supprimés, car toutes les réformes qui seront introduites dans la coercition de l'enfance coupable n'apporteront rien d'appréciable, étant donné la mentalité des « techniciens » qui s'occupent de la réforme.

Depuis près de trente ans, l'auteur de ces lignes a fait des centaines de conférences, en Algérie, en province, à Paris. Ces conférences ont été faites devant des magistrats, des parlementaires, dans des sections de la Ligue des droits de l'Homme, de partis politiques, et même de loges maçonniques ; il n'en est rien sorti, il ne pouvait rien en sortir ; je le savais, mais, parce que j'avais été interné moi-même pendant quatre ans dans une colonie parce que j'avais goûté également de Biribi, je ne pouvais garder pour moi certains sentiments, étouffer certaines indignations, et je savais aussi qu'il est indispensable qu'un anarchiste garde toujours son regard clair et les poings serrés devant les tares du régime actuel.

Certes, il n'est pas niable que le régime capitaliste aurait pu faire quelque chose : hors de France, des progrès ont été réalisés, mais notre pays est une nation dirigée par des vieux, et quand, parfois, des jeunes sont au pouvoir, ils ont une mentalité sénile ou bien s'en foutent superlativement, entendant bien que le régime de coercition actuel durera autant qu'eux.

Que pourrions-nous attendre des politiciens qui s'imaginent que le fait de remplacer les gendarmes de l'administration pénitentiaire par des fonctionnaires de l'administration de l'Enseignement changera quelque chose.

Il y a des salauds même parmi les instituteurs, et les gardiens n'ont pas tous une mentalité de garde-chiourmes.

Au surplus, la question de l'enfance coupable ne doit pas, ne peut être séparée de la question de l'enfance abandonnée, et l'assistance publique ne vaut pas mieux que l'administration pénitentiaire.

Elles s'interpénètrent, du reste, admirablement, et l'enfance coupable se recrute essentiellement parmi les pupilles de l'A. P.

La suppression des bagnes de gosses, ça signifie à mes yeux, un chamboulement complet non seulement du personnel, mais aussi un bouleversement absolu des règlements administratifs, du code d'instruction criminelle et du code pénal.

On imagine avec peine qu'un enfant abandonné, comme ayant agi sans discernement, soit envoyé jusqu'à sa majorité dans une colonie pénitentiaire publique ou privée.

Je sais bien que la grande révolution qui a été faite par différents ministres, a été celle des appellations, les écoles de correction ont changé de noms, écoles de relèvement, de préservation, etc., mais le mot ne fait rien à la chose, les règlements demeurent, les directeurs sont des préfets ou des sous-préfets en surcroît, les surveillants demeurent et leur mentalité reste la même.

Pour eux, les enfants sont toujours des vauriens, des gredins, de la graine de Biribi ou de Guyane.

Remplacer les gardiens par des instituteurs, les directeurs par d'autres fonctionnaires, rien ne sera changé.

Les pupilles travailleront toujours sans salaire, soit pour l'Etat, soit pour des entreprises privées.

A Aniane, les pupilles fabriqueront pendant

des années, des roues de brouettes, des mancherons de charrue, des brodequins de soldats, mais aucun ne sera, à sa sortie un charbon ou un botier qualifié.

Le doyen Barthélemy, professeur à la Faculté de Droit, et président du conseil d'administration de la colonie de Mettray (colonie privée) fondée par Bréguier de Courteille et Demay, pour d'autres buts, continuera à interdire l'entrée de son bague, même aux journalistes de « l'Intransigeant ».

Il y a trente ans, un ministre de la Guerre nommé Bertaux supprimait « le bal » dans les casernes, et le remplaçait par des manœuvres à pied, ce qui était exactement la même chose.

Le régime actuel même de Front populaire, ne vit que de mots, et il crée une forêt de mots à seule fin de ne pas voir l'arbre du mal.

Mais les mots sont souvent des scélérats, rien ne tient contre l'évidence, contre le fait. Le journal « Le Populaire » organe officiel du gouvernement à direction socialiste, a tout dernièrement laissé supposer qu'à Eysses ne se trouvaient que des justiciables de la Cour d'Assises, et il a fallu une mise au point d'Alexis Danan de « Paris-soir », pour que cet organe de gôche avoue pitoyablement qu'il s'était trompé.

Eysses, c'est tout simplement le Biribi de toutes les colonies pénitentiaires d'enfants, c'est à Eysses qu'on envoie pour les dresser ou les abrutir, les révoltés qui sont, en général, les meilleurs parce qu'ils sont les moins résignés, les moins poltrons, les moins lâches.

Or, il n'y a aucune raison pour notre gouvernement de supprimer Eysses, puisque Biribi existe toujours, et que l'un est nécessairement l'antichambre de l'autre.

Tout régime capitaliste qui se respecte, se doit de conserver des usines de réprobation quand ce ne serait que pour fournir de temps à autre une matière féconde aux journalistes en mal d'indignation ou d'enquêtes, aux romanciers à court d'idées, ou à des cinéastes à la recherche de scénarii sensationnels.

MAURICE GILLES.

Pour Eliacin Vézian

La campagne en faveur de Vézian Eliacin arrive près du but. A l'appel de Châtelain-Tailhade et des autres camarades, nombreux sont ceux qui ont répondu. Des listes de pétitions ont circulé et le comité Vézian a envoyé sur divers points de la France quelques-unes de ces listes. Les camarades auront à cœur de les faire remplir avant le 30 avril, date à laquelle elles seront envoyées au garde des Sceaux.

Il nous reste encore l'espoir d'arracher Vézian à ses bourreaux. Chaque fois qu'un homme sera victime de l'injustice sociale, nous le considérerons comme un anarchiste, que notre devoir est de lui soustraire en nous adressant à la générosité des cœurs fraternels, tant que la justice ne sera pas fille de la raison.

Pour le Comité Vézian : G. H.

LISSAGARAY HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition précédée d'une notice sur Lissagaray par AMÉDÉE DUNOIS

Prix : 30 fr. — Franco : 31 fr. 50

La semaine prochaine 8 pages

Le coup de la police, saisissant notre numéro spécial sur l'affaire de Clichy, nous a contraints, en creusant un trou dans notre caisse, à retarder de deux semaines les huit pages. Mais, la semaine prochaine, le LIBERTAIRE paraîtra sur les huit pages promises et sera consacré au 1^{er} Mai. En plus de la page de littérature prolétarienne de notre ami Henry Poulaille, il contiendra une étude historique sur le 1^{er} Mai et sur la signification des revendications révolutionnaires, à l'encontre de la « fête » de paix sociale de classe que veulent en faire les politiciens au pouvoir et les binaiseurs du syndicalisme.

Ce numéro, bien illustré et bien présenté, doit être assuré d'une diffusion exceptionnelle.

Que, SANS DELAI, les groupes et les vendeurs s'apprentent à en intensifier la vente et nous passent sans tarder leurs commandes.

Que ce soit également une bonne occasion pour récolter les abonnements que nous réclamons pour faire face à notre effort financier sans cesse accru.

POUR LES HUIT PAGES, TOUS, REDOUBLONS D'EFFORTS !

PRIX DU NUMERO SPECIAL DU 1^{er} MAI : 10 exemplaires : 4 fr. ; 100 ex. : 30 fr. ; 1.000 ex. : 280 francs.

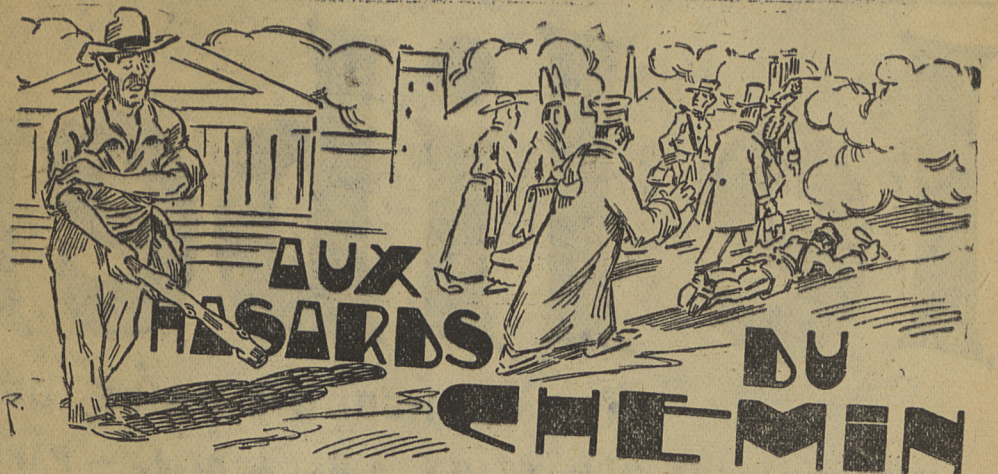
BULLETIN D'ABONNEMENT au "LIBERTAIRE"

FRANCE 52 Nos .. 22 fr.
52 Nos .. 11 fr.
Chèque postal : N. Baudouin, Paris 506-03
9, rue de Bondy (109)
Téléphone : BOTARIS 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de à partir du pour la somme de dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1) le 103
Ville : Adresse :
(1) Ecrire très lisiblement. Département :



Propos d'un Paria

La journée de dimanche dernier a été particulièrement remplie par les exercices variés des politiciens de toutes couleurs.

Cependant qu'à Mortain des électeurs réactionnaires s'alignaient à leurs collègues socialistes et communistes pour empêcher l'élection d'un candidat du P.S.F., ce qui ne constitue en réalité qu'une bonne farce — sans autre importance — jouée au colonel, à Carcassonne et à Puteaux, l'éloquence débordait.

Certains journaux échafaudaient sur le congrès des Jeunesses radicales des espoirs qui se manifestaient par des titres impressionnants et l'envoi de reporters spéciaux et spécialement idoines à saisir toutes les nuances de la phraséologie radicale.

C'en était fait du Front populaire. L'alliance « immorale » des défenseurs de la propriété, de la liberté et de la patrie avec les internationalistes dictateurs et aux ordres de Moscou allait prendre fin.

Les jeunes radicaux avaient menacé, et il faudrait bien que les pontifes s'exécutent.

Il y eut en effet des discours. Mais il n'y eut que des discours... et un banquet, au cours duquel on parla.

Et les vieux renards radicaux rentrèrent à Paris bien tranquilles pour leurs portefeuilles et autres sinécures, et contents d'avoir prouvé, une fois de plus, et au détriment des jeunes étourneaux radicaux qu'à phrasier, phrasier et demi ! A Puteaux, c'est à huis-clos que se tenaient les assises du Comité national socialiste, où avait lieu le procès de la gauche révolutionnaire et de son chef, Marceau Pivert.

Inutile de dire que jusqu'à une heure avancée de la nuit, l'éloquence socialiste et ministérielle se donna toute licence.

Et là encore, ce fut une grosse déception pour la grande presse qui avait annoncé à grand fracas des exclusions nombreuses visant tous ces indisciplinés qui avaient l'audace ou la naïveté de se croire encore dans un parti révolutionnaire, alors que ce n'était qu'un parti de gouvernement.

Le scénario était bien réglé et la pièce fut admirablement jouée. Paul Faure, chargé du rôle du grand méchant loup, s'acquitta de sa tâche avec beaucoup de conviction.

Les acteurs qui se succédèrent furent également très appréciés et le rideau se baissa sur la soumission du turbulent Marceau Pivert.

Il y a des gens qui se passionnent pour ces petits jeux entre politiciens et espèrent qu'il peut en sortir quelque chose d'utile, voire une indication.

Ce serait, tout au plus, curieux à observer ; mais il arrive un moment où l'on est saturé de toutes ces pironnelles, de tous ces mots qui aboultissent toujours aux mêmes ruses, aux mêmes lâchetés.

Saturés, dégoutés ! N'est-ce pas votre avis ? — Pierre Mualdès.

LA FUREUR DE PAULOU

L'intervention brutale de Paul Faure au Conseil national socialiste contre la gauche révolutionnaire a surpris bien des gens, surtout lorsque l'on pense que le brave « Paulou-guêdiste gauchiste » n'acceptait la combinaison du Front populaire que du bout des lèvres. Il est vrai qu'une place de ministre, surtout « ministre d'Etat », cela vous change bien un homme.

Mais enfin, il aurait pu se montrer indulgent pour les petits amis qui en sont encore aux « erreurs de jeunesse ».

Mais, connaissant Paul Faure, le coq du parti, on est tenté, pour expliquer cette colère, de ne pas se contenter simplement d'arguments « politiques ». Qui sait ? L'aventure Sabatier ne l'a peut-être pas rendu sage ? Un homme de la gauche révolutionnaire lui a peut-être soustrait une aimable militante qui, auprès d'un homme plus jeune, aurait été parfaite sa culture « doctrinale » ? Ce qui démontrerait qu'il n'est pas l'homme qui jouera le rôle des don Juan ou des cocus magnifiques.

GRANDES VEDETTES

S'il faut en croire l'Intransigeant, l'actrice Lily Damita vient d'avoir une conduite assez ignoble et tout à fait dans le genre des grands seigneurs de notre temps. Il y a douze ans, Lily Damita, qui n'était pas encore vedette, se trouvait au volant d'une puissante voiture appartenant à un certain M. Sausot de La Vaux. Dans une excentricité de conduite, elle renversa un receveur de la T.C.R.P. qui se rendait à son travail et qui fut assez grièvement blessé, puisqu'il en est infirme pour le reste de ses jours. De plaudoires en plaudoires, les deux parties se rejettent mutuellement les torts, le receveur obtint après huit ans 41.000 francs de dommages-intérêts. Mais la récupération de cette somme était impossible, Lily Damita se trouvant à Hollywood et faisant obstinément la sourde oreille. De passage à Paris, ces temps derniers, elle fut pressée de nouveau par voie d'huissier de régler cette dette.

Lily Damita, qui est mariée à Errol Flynn, artiste multimillionnaire et prédestiné aux films patriotards et bien-pensants (la charge de la bri-

gade légère), a préféré lever le pied avec son mari et ses millions, et elle a regagné l'Amérique sans payer le pauvre prolétaire qu'elle a condamné à l'infirmité perpétuelle.

CARCASSONNERIES

Au Congrès de Carcassonne, le Parti radical a tenu à mettre les points sur les i et à donner en même temps qu'un avertissement aux marxistes, un gage de fidélité à la classe possédante. Soyons tranquilles, le Parti radical défendra toujours la propriété individuelle, la Patrie, l'Armée et tout, et tout.

Aussi reçoit-il immédiatement la juste récompense de cette attitude et les journaux fascistes l'encensent. L'Ani du Peuple cire les bottes de M. Sarraut. Celui-ci, en effet, a déclaré qu'il était toujours résolu opposé au collectivisme.

Sauf en matière d'amour, bien entendu, M. Sarraut tirant du collectivisme pratiqué au Sphinx des bénéfices intéressants.

SPORT OUVRIER ?

Tout le monde sait que le Syndicat des H. C. R. B. de la région parisienne est communiste orthodoxe.

Beaucoup savent aussi que le syndicat en question possède des équipes sportives : rugby, football, etc.

Mais ce que très peu savent — et nous nous faisons un doux plaisir d'apprendre au maximum de travailleurs — c'est qu'après s'être mesuré avec des équipes militaires — le « quinze » des H.C.R.B. rencontrera le 21 courant, à Bagatelle, l'équipe de la Mobilité.

De cette façon, à la prochaine manifestation de rue ou d'une grève, ces braves mobiles bien entraînés par les H.C.R.B., démontreront consciencieusement le portrait des braves prolétaires sportifs.

Trois semaines après Clichy ! Triste !

TRICOLORITE HONTEUSE

Où, oseront-ils, les manifestants cégétistes, faire franchement des affiches tricolores ? Pourquoi n'avoir fait qu'un essai honteux avec celle du 1^{er} mai ? Avez-vous vue, cette affiche ? Avec le ciel si bleu, si bleu, en haut, et le pli du drapeau rouge en bas. Mais, allez-vous dire, et le blanc ? Voilà justement où nos bonzons ont manqué de courage. Ils n'ont pas encore osé et, à la place, ils ont installé un brave glébeux, dans un champ de blé d'un jaune pâle, pâle. — Rien à voir, d'ailleurs, avec la jaunisse de Monmousseau : ça, c'est du bon teint. — Une averse, un coup de soleil par-dessus, et la farce sera jouée : l'affiche sera nationalement tricolore. Bien joué, messieurs !

GINEMA OUVRIER ?

Décidément — c'est le Travailleur du Film qui nous l'apprend — le film de la C.G.T. sera tourné. Bien entendu, le sujet ne sera pas les grèves de juin ou une insurrection ou non bonzons ont manqué de courage. Ils n'ont pas encore osé et, à la place, ils ont installé un brave glébeux, dans un champ de blé d'un jaune pâle, pâle. — Rien à voir, d'ailleurs, avec la jaunisse de Monmousseau : ça, c'est du bon teint. — Une averse, un coup de soleil par-dessus, et la farce sera jouée : l'affiche sera nationalement tricolore. Bien joué, messieurs !

ATTENTION AUX « FAISANS »

La réunion qu'avait organisée « La Grande Réforme » pour commémorer le centenaire de la naissance de Paul Robin a obtenu un grand succès et près de trois cents néomalthusiens s'y retrouvèrent. Des allocutions intéressantes furent prononcées, entre autres celle très émouvante de notre camarade Sébastien Faure.

Sans vouloir mettre d'ombres à ce tableau, qu'il nous soit permis de trouver déplacés les éloges que certains orateurs crurent bon de décerner à Paul Reboux à propos de son dernier roman : « Attention aux enfants ».

Les idées de procréation consciente défendues dans ce livre ne peuvent nous faire oublier que Paul Reboux fut un écrivain bourgeois dans tout ce que ce terme peut renfermer de péjoratif, et que son éditeur ne craint pas de présenter au public ce dernier volume par cette phrase : « Ne faites pas trop d'enfants. C'est faire des révoltes et préparer des révolutions. »

Ce qui revient à dire que le livre de Paul Reboux est un avertissement donné à la bourgeoisie beaucoup plus qu'un manuel de subversivisme.

Les romanichels.

LA SOLUTION DE LA CRISE CATALANE

On ne séparera pas la guerre de la révolution sans la rouvrir

D'après les informations téléphonées du correspondant de l'U. A. à Barcelone.

La crise du gouvernement de la Généralité, qui sévissait depuis dix-neuf jours, a été résolue vendredi soir, par la constitution d'un ministère où la répartition des portefeuilles aux secteurs syndicaux et politiques est numériquement identique à celle du précédent cabinet.

Ce nouveau gouvernement est constitué de la façon suivante :

Présidence et finances : José Terradellas (Esquerra).

Défense : Francisco Espigas (C.N.T.).

Economie : André Capdevila (C.N.T.).

Services publics : Juan Domenech (C.N.T.).

Santé et Assistance sociale : Aurelio Fernandez (C.N.T.).

Approvisionnement : José Miret (U.G.T.).

Travail et œuvres publiques : Rafael Vidella (U.G.T.).

Justice : Juan Comorera (U.G.T.).

Sécurité intérieure : Artemio Aguade (Esquerra).

Culture : Antonio M. Sbert (Esquerra).

Agriculture : José Calvet (Union des Rabassaires-métayers).

Que la crise ait duré trois semaines pour se terminer de cette manière, montre assez que la nouvelle combinaison n'est pas assurée d'un avenir illimité. Les forces politiques en présence et dont le désaccord est allé s'accroissant durant ces derniers mois, restent ainsi sur leurs positions.

Il est juste cependant de dire que le programme élaboré par la C.N.T. — dont nous avons donné les éléments essentiels dans le dernier numéro — a été accepté dans les grandes lignes par le nouveau cabinet.

C'est incontestablement un point important marqué par la C.N.T.

D'autre part l'U.G.T. — et surtout le P. S.U.C., qui l'inspire politiquement — n'a pas réussi à faire prévaloir sa prétention d'être placée sur un pied d'égalité avec la C.N.T. Mais s'il n'y avait qu'une question de dosage ministériel nous pourrions nous désintéresser de l'échec de cette prétention.

Il nous paraît beaucoup plus important de signaler les dissensions très nettes qui se sont fait jour dans la centrale socialiste-communiste.

L'élément ouvrier a regimé contre la position prise par Comorera et autres dirigeants tendant à séparer la guerre de la révolution — c'est-à-dire à liquider en fait cette dernière.

Une organisation d'employés de commerce, le C.A.G.I. qui a toujours eu une attitude petite-bourgeoise et qui a toujours été opposée aux socialisations et au contrôle syndical, a été menacée d'exclusion de l'U.G.T. à laquelle elle avait adhéré. Le C.A.G.I. qui était un parti politique séparatiste catalan a été désavoué par l'U.G.T.

D'autre part la Soli du 17 a enregistré avec satisfaction les déclarations d'un journal marxiste : Informations dans lesquelles il était dit pour la première fois que « la guerre et la révolution sont deux concepts qui se complètent, se fondent et sont synonymes l'un de l'autre ». C'est sous une autre forme, la même consigne que celle lancée depuis le premier jour de la révolution par la C.N.T.-F.A.I. disant que la guerre et la révolution sont inséparables.

Quelle soit reprise aujourd'hui par un journal marxiste prouve qu'on ne peut dans une période révolutionnaire faire bon marché trop longtemps des aspirations profondes des masses, qui ne veulent pas se battre pour une quelconque démocratie bourgeoise avec tout ce que ce régime comporte de misère et de servitude pour le prolétariat.

La crise, dont la solution ministérielle n'a au fond qu'une signification mineure, aura eu au moins ce mérite de faire apparaître l'impossibilité absolue de méconnaître ces aspirations.

Vers l'unité syndicale

Les manœuvres des Comorera et autres politiciens aux ordres de Moscou et de la bourgeoisie catalane, contre l'unité syndicale des deux grandes Centrales, ont rencontré ces temps derniers une assez vive opposition.

Les propositions d'action commune de la C.N.T. à l'U.G.T., propositions sans cesse renouvelées, ont fini par s'imposer à la classe ouvrière tout entière.

L'idée d'unité, que l'irritation causée par la crise avait un peu éloignée dans les premiers jours, a repris une vigueur nouvelle.

A Valence déjà, une Commission bipartite U.G.T.-C.N.T. a été désignée pour dresser un plan d'action commune de transformation économique et sociale de l'Espagne.

En Catalogne, le travail à la base a donné d'excellents résultats dans ce sens.

Nous citerons les deux syndicats du textile — industrie prédominante à Cesse — qui, sur les socialisations, se sont mis d'accord, après l'imposant meeting de l'autre dimanche.

Pour le Premier Mai

On a lu en première page l'émouvant et énergique appel de la C.N.T.-F.A.I. et des Jeunesses libertaires en faveur d'un premier Mai de revendications internationales pour l'Espagne.

Il faut souligner que dans toute la Catalogne, la C.N.T. organisera 80 meetings en commun avec l'U.G.T.

LES CONSIGNES DE LA C.N.T. POUR LE 1^{er} MAI

Voici quelles sont les consignes que le Comité régional de la C.N.T. a proposées, hier soir mardi, pour ces meetings.

1. Etablir une cordialité durable entre les travailleurs des différentes tendances sur les impératifs suivants :

a) Economique : unité des efforts dans la production.

b) Militaire : unité d'action dans la lutte sur les fronts.

c) En terminer avec les concurrences nuisibles sur le plan syndical et préparer l'unité syndicale.

d) Organiser la solidarité étroite de la ville et des champs.

2. Rendre effective l'œuvre gouvernementale, par l'intervention et la collaboration des organismes syndicaux.

a) Adapter la production industrielle et agricole aux nécessités de la guerre.

b) Création d'une morale de guerre.

c) Contribution décidée à l'extension de l'armée populaire.

3. Affirmer l'œuvre révolutionnaire.

a) Rendre propice la transformation sociale adaptée à la mesure des circonstances.

b) Juguler énergiquement la réaction sociale personnifiée par les agitateurs et spéculateurs.

c) Eclairer les organismes révolutionnaires pour rendre leur action efficace.

4. Solidarité du prolétariat international : proposer sans délai aux Internationales que le 1^{er} mai soit, cette année, exclusivement réservé à la solidarité en faveur de l'Espagne ouvrière et antifasciste.

IMAGES D'ESPAGNE

Audience au tribunal populaire

Peu de modifications ont été apportées, par la Révolution, à l'imposant Palais de Justice de Barcelone. Au moins dans son aspect extérieur et sa décoration : mêmes tourelles de pierre, finement ajourées, mêmes allées de mosaïque, mêmes fresques à la gloire des princes de la Maison d'Autriche. Pourtant, aussitôt franchi le seuil, il est impossible de ne pas voir qu'il y a, vraiment, quelque chose de changé.

Nous avons déjà escaladé la moitié de l'escalier de marbre qui mène aux salles d'audience quand nous entendons une voix, audessus de nous, qui nous appelle.

Il faut redescendre pour accomplir une petite formalité. En effet, mon compagnon, un jeune milicien, est prié de remettre son parabeum au portier contre un petit carton numéroté. Le pistolet s'en va prendre place, sur une table, à côté d'autres instruments du même genre.

Le Palais de Justice et l'Hôpital sont les deux seuls endroits, à Barcelone, où le public soit tenu de déposer ses armes au vestiaire.

La révolution nous sera rendue à l'audience.

En attendant que sonnent onze heures et que s'ouvre l'audience, nous sommes libres de circuler à travers le Palais, ce Palais — qui ressemble si peu, par son atmosphère, à ce que nous sommes accoutumés de voir ailleurs.

Toute la déroute des désemparés de gens de rue a été jetée aux orties. Ici, pas de longues théories de sombres toges, dans les couloirs, pas d'hermine, pas d'effets de manches.

Il paraît que la justice ne s'en porte pas plus mal...

Dans une salle ouverte, une vingtaine de personnes devisent librement. Ce sont des inculpés entourés de leurs avocats et de leurs amis. Rien ne les distingue les uns des autres. Aucun lien, aucune marque humiliante sur ceux qui comparaitront, tout à l'heure, sous la plus grave inculpation, celle d'actif fasciste, et qui, jusqu'à l'annonce du verdict, restent des hommes comme les autres.

Après la mort de Cieri

Notre bon camarade Cieri, qui a trouvé la mort sur le front d'Aragon, a été enterré samedi dernier à Barcelone.

Nos lecteurs savent que Cieri avait perdu sa compagne l'été dernier, qu'il laisse deux orphelins : un petit garçon de 12 ans, une petite fille de 9 ans.

Nous écrivions dans notre précédent numéro, au nom d'anarchistes français et italiens, que nous adoptions les enfants de Cieri.

Nous venons d'apprendre que Domingo Ascaso prenant la parole sur la tombe de notre pauvre Cieri, revendiqua pour la C. N. T. l'honneur d'élever les deux orphelins.

Cet honneur-là, nous le partagerons ensemble, mon cher Domingo.

Les enfants de Cieri, en faveur desquels nous allons fonder un conseil d'amis, seront élevés par nous avec affection dans le tendre souvenir d'une mère aimante et dans l'inoubliable mémoire d'un père si vaillant.

UN PORTRAIT DE DURRUTI

Héliogravure sépia

Format : 50 cm. x 35 cm.

3 francs, franco : 3,50

En couleurs

Format : 62 cm. x 50 cm.

5 francs, franco : 5,75

LA REVOLUTION ESPAGNOLE MENACÉE

Anarchistes, plus que jamais serrons nos rangs

(Suite de la première page)

Dans les coulisses gouvernementales : ils manœuvrent encore pour éliminer la C.N.T. des postes dirigeants et des responsabilités.

De source sûre, il nous arrive, en effet l'information que tout un plan est en train de se tramer pour provoquer des crises politiques dans les organismes dirigeants afin de se débarrasser de la vigilance et de l'influence des délégués de l'organisation confédérale. (Ayant éventé à temps ce « coup de Jarnac », nos camarades purent plus ou moins, faire face à la situation ainsi créée en passant promptement à l'attaque. En prenant le taureau par les cornes, ils provoquèrent eux-mêmes la crise du gouvernement catalan. Dans le Conseil de défense de l'Aragon, par des moyens adéquats, nos camarades firent comprendre à leurs adversaires qu'il valait mieux qu'ils se tinsent tranquilles et à Valence, nos amis prirent les nécessaires mesures préventives.)

En Catalogne encore, surprenant, dès les premiers moments, la bonne foi de nos camarades, ces politiciens unis aux forces de la démocratie catalane tentèrent en vain de dissoudre les patrouilles de contrôle et les comités d'investigation et organismes nés de la révolution de juillet, et seules garanties du développement de la Révolution.

Qu'on nous pardonne, dans cette période de mystique unitaire, de lancer notre cri d'alarme.

Quant à nous, rien de tout cela ne nous peut surprendre, nous connaissons ces gens, et nous nous y étions préparés. Et si nous rendons ces faits publics, c'est uniquement pour ceux qui, semblant ignorer ces dangers, pour une quelconque raison parlent d'abandonner l'Espagne. Plus que jamais, au contraire, notre place est ici, avec nos frères sur cette terre ardente d'Ibérie.

Même en tenant compte des difficultés rencontrées par la C.N.T. et la F.A.I. dans ce choc formidable avec la réalité, dans les circonstances souvent ingrates on peut ne pas être tout à fait d'accord avec leur attitude et on peut ne pas l'être du tout, mais on ne trouverait en aucune manière une justification de les abandonner quand tous les éléments sont déchaînés contre elles.

Et après tout, les prétextes que certains veulent trouver sont-ils fondés ? Ont-ils ces techniciens de la Révolution, le droit de s'ériger en censeurs de la C.N.T. et de la F.A.I. ?

Une fois pour toutes, nous les invitons à nous expliquer ce qu'ils auraient fait s'ils eussent été à la tête ou à la direction de ces deux organismes. Il est facile de critiquer, mais il faudrait nous prouver qu'il était possible de faire autrement. Un jour, en faisant l'histoire de cette tragédie espagnole et de loin, on nous dira que les camarades espagnols auraient pu faire ceci ou cela mais nous doutons qu'on puisse nous prouver que cela était possible de le faire. On a trop l'habitude en outre de juger trop superficiellement. Ont-ils, ces critiques, sacrifié un peu de leur temps, souvent perdu en disputes oiseuses ou « au Café du Commerce » pour analyser les résultats réalisés sur le terrain économique et syndical par nos camarades espagnols ? Ont-ils visité les divers syndicats de l'organisation confédérale ? Ils changeraient peut-être d'opinion ou trouveraient des circonstances atténuantes. Pour nous, sur ce terrain nos amis ont fait des miracles, surtout, en Catalogne et l'admiration qu'ils ont éveillée dans le monde entier est méritée.

Se sont-ils rendu compte des efforts gigantesques qu'on est en train de faire en Aragon, pour prouver à l'univers les capacités constructives du communisme libertaire ? L'autre jour, notre camarade Joaquín Ascaso, président du Conseil de défense d'Aragon, que nous eûmes le plaisir de rencontrer nous prouva textes en mains, avec enthousiasme, tous les résultats positifs obtenus depuis la révolution.

Nous devons à la C.N.T. et la F.A.I., à leur héroïsme révolutionnaire, à leur reconnue capacité constructive sur le terrain social, le merveilleux développement de notre idéal dans tous les pays du globe.

Ils ont fait passer un souffle de révolte et de foi révolutionnaire dans l'esprit des masses prolétaires du monde. Ces masses qui partout furent mêlées à tous les combats et à tous les renoncements par les mauvais pasteurs du communisme orthodoxe et du social-réformisme international, elles ont compris, devant ce magnifique exemple que entre réaction ou révolution, capitalisme, privé ou d'Etat et socialisme économique il n'y avait d'autre voie que celle de la Révolution sociale.

Le 19 juillet sur les barricades de Barcelone, nos deux organisations écrasèrent en vingt heures la plus formidable révolte militaire des temps modernes, lançant, pour la première fois, un défi à l'hydre fasciste international.

Ils ont jeté les bases d'une nouvelle ère, illuminant l'humanité d'une nouvelle espérance.

L'instinct aigu des masses travailleuses ne s'y trompe pas et des symptômes éloquentes se manifestent un peu partout. Les publications anarchistes sont recherchées et lues avec intérêt. En face des cabriolets, capitulations des saltimbanques de la politique et des agents de la diplomatie impérialiste du gouvernement russe, les ouvriers et même des intellectuels, hésitant encore, s'interrogent et regardent vers les anarchistes.

Un peu partout le nombre des adhérents aux groupements anarchistes augmente, des sections entières accroissent leur tirage, des sections entières des Jeunesses socialistes et communistes passent, comme à Paris, aux Jeunesses anarchistes-communistes. Le Libertaire, organe de l'Union Anarchiste française, d'un tirage de six mille exemplaires, est passé à un tirage de vingt-cinq mille exemplaires. Des meetings monstres sont organisés par les anarchistes parisiens à la salle Wagram, à la Mutualité et même dans la vaste nef du Vélodrome d'Hiver.

De Belgique, Hollande, Suède, de l'Amérique, etc., il nous arrive à ce sujet des nouvelles optimistes et parfois fantaisistes. L'influence anarchiste est telle, même sur les volontaires qui sont venus lutter avec les milices révolutionnaires, que les dirigeants communistes, chargés par Moscou, des engagements pour les brigades internationales, ont dû avant de les faire pénétrer en Espagne, les priver de tous les papiers personnels, afin de les empêcher en traversant la Catalogne, de rejoindre les milices libertaires. Cette confidence nous a été faite par un officier du bataillon Garibaldi, qui, comme chacun sait, fait partie des dites brigades.

Nous pourrions continuer d'informer dans ce sens nos lecteurs mais il nous faudrait trop de place. Ceci prouve déjà tous les dangers que court Moscou, qui voit s'échapper les masses qu'avait trompées le mirage bolchevique et la démagogie des stipendiés du Komintern.

Efrayée de ces faits la Compagnie de Staline, successeur logique de la Compagnie de Jésus est mobilisée. Ne nous laissons pas. Cette « Compagnie » préférera en Espagne n'importe quel régime pourvu qu'il élimine la prépondérance libertaire. Elle a passé à l'attaque. On la découvre partout.

Le résultat de cette bataille dépendra de notre esprit d'abnégation et de sacrifice.

Anarchistes ! Au-dessus de tous dissentiments tactiques, autour de la Confédération Nationale du Travail et de la Fédération Anarchiste Ibérique, divisions avancées de la Grande Armée Libertaire Universelle, serrons plus que jamais nos rangs.

Ernesto BONOMINI.

Barcelone, avril 1937.

(1) Nos camarades arrêtés récemment à Valence ont été libérés.

Un beau geste des ouvriers de l'A.O.I.P.

Cette semaine, nous tenons à souligner le beau geste d'un groupe de camarades de l'Association des Ouvriers en Instruments de Précision qui ont versé à notre Comité la somme de 1.243 fr. 10, montant de deux heures de travail effectuées au profit de notre colonie enfantine de Llesna.

C'est pour nous un grand réconfort et un précieux encouragement de constater de telles initiatives qui, espérons-le, ne resteront pas isolées. C'est la condition indispensable pour nous permettre de remplir nos engagements à l'égard de nos enfants adoptifs.

Le Comité pour l'Espagne Libre.

« Nous avons le respect de toutes les convictions et le Tribunal populaire ne peut pas vous frapper en tant que prétextes. Mais, pour avoir manqué de confiance dans l'esprit d'équité du peuple, vous aiderez ce peuple à se défendre. Vous serez employés à la confection des tranchées. »

« — Avons-nous bien jugé ? »

Personne, dans la salle, ne s'élève contre ce verdict. Mais un des curés demande la parole. C'est pour exprimer sa reconnaissance envers le Tribunal populaire, se féliciter de la sagesse et de la profonde équité de son jugement et affirmer publiquement que la Révolution espagnole ne trouvera pas, désormais, de défenseurs plus résolus que lui-même et son compagnon.

(Lire la suite page 4) M. L. PAPPO.

Le congrès international anarchiste

nationalisme sérieux pouvant agir sur tous les terrains.

Et ceci nous amène à la deuxième condition que nous énonçons au début de notre exposé.

b) Organisation.

Avant de constituer une Internationale Anarchiste il aurait peut-être été bon que nationalement les anarchistes s'organisent sur une base solide. Il en est différemment : on peut le regretter, mais c'est ainsi. Il faut espérer que du Congrès de Barcelone, sortira l'organisation du mouvement non seulement internationalement, mais aussi nationalement.

L'Internationale Anarchiste ne doit pas et ne peut pas être un simple organisme de relations entre les anarchistes des différents pays du Monde. Ce doit être un organisme responsable ayant des décisions à faire appliquer et à prendre le cas échéant. Bien entendu notre Internationale ne peut reposer, sur un quelconque « centralisme démocratique », fédéralisme nous sommes, fédéralisme nous restons.

Organiquement l'Internationale pourrait avoir à sa tête une C.A. nommée à raison de X membres par pays ; bien entendu il ne pourrait y avoir qu'une seule organisation anarchiste par pays affiliée à l'Internationale ; le nombre de membres revenant à chaque organisation nationale serait proportionnel au nombre de ses adhérents avec un maximum et un minimum de membres prévus. Ces délégués révocables à tout moment par leurs organisations respectives pourraient être choisis parmi ceux d'un autre pays. Le Bureau de l'Internationale serait composé de X secrétaires et de trésoriers non rééligibles membres d'office de la C. A.

Un Congrès International composé des délégués des organisations adhérentes à l'Internationale aurait lieu chaque année et désignerait les organismes responsables de l'Internationale. Il fixerait également les grandes lignes de la politique générale du mouvement anarchiste mondial, à charge pour les organisations nationales d'en assurer l'application pratique. Toutes les décisions de l'Internationale ne pourraient être prises qu'en congrès ou à la suite d'un référendum organisé parmi les organisations adhérentes à l'Internationale. En cas d'urgence la C. A. de l'Internationale serait habilitée pour prendre les décisions que nécessiteraient les circonstances à charge de les faire ratifier par les organisations affiliées à l'Internationale.

Nous voudrions pouvoir développer davantage encore notre point de vue mais nous craignons d'abuser des colonnes du journal.

D'avis du fascisme à la guerre nous pensons que le plus grand danger du mouvement anarchiste serait de tomber dans le piège de la lutte des démocraties contre les dictatures ; pour nous, une seule lutte prime, celle contre le capitalisme quel qu'il soit. La lutte antifasciste ne peut être qu'une lutte anti-capitaliste. En aucun cas le prolétariat ne peut se sacrifier pour sauver simplement les « libertés démocratiques ».

Nous pensons que les idées que nous avons exposées ici rencontreront un bon accueil parmi tous nos camarades de l'U.A. et les inciteront à faire en sorte que l'Union Anarchiste devienne l'organisation révolutionnaire dont la classe ouvrière française a besoin, organisation cohérente où chacun aura sa place et saura ce qu'il doit faire.

L'ordre du jour

1. Rapport du Comité de la F. A. I.

2. Rapports des Déléguations.

3. Enseignements qui surgissent de l'application de nouvelles tactiques de lutte en Espagne, déterminées par des circonstances spéciales imposées par la réalité.

4. Déclaration de principes.

5. Position politique des Anarchistes ; lutte contre le fascisme.

a) Le rôle des Syndicats dans la lutte et dans la reconstruction sociale.

b) L'Action syndicale.

c) L'Action pré-révolutionnaire.

d) Reconstruction sociale.

e) Question agraire.

f) Le rôle social et révolutionnaire du coopératisme.

6. Position de l'Anarchisme devant une possible conflagration mondiale.

7. Création d'une Internationale Anarchiste.

a) Tâches immédiates de l'Anarchisme. Secrétariat.

b) Secrétariat latino-américain.

UNE ŒUVRE MAGNIFIQUE

Images de la révolution espagnole

30 splendides aquarelles de Sim réunies en album
Les aquarelles peuvent être détachées pour être exposées.
Tout l'héroïsme d'un peuple en armes pour sa libération sociale
L'album : 15 francs ; franco : 16 fr. 50
En vente au Comité pour l'Espagne Libre, 26, rue de Crussol.

LA VOIX DES SANS-TRAVAIL

Travailleurs et Chômeurs

Depuis de longs mois la peste noire du chômage s'est abattue sur le monde du travail. Chaque jour, elle étend ses ravages, elle multiplie les misères dans les rangs du prolétariat, sans que celui-ci réagisse, tant il semble peu résister à la gravité du mal, tant il paraît s'adapter à la situation qu'il crée, tant il a pris l'habitude, au cours des siècles passés, à compter sur ses maîtres pour le tirer d'affaires.

Il arrive que, parfois, le troupeau populaire, tenné par la faim dévore ses bergers. Mais, à peine cette faim est-elle calmée, les grelots qui demandent un jour, ils se donnent de nouveaux tyrans et c'est toujours à recommencer.

Que la tyrannie soit exercée par une caste aristocratique, bourgeoise ou autre, cela importe peu. Tant qu'on ne supprime pas la tyrannie, on ne supprime pas les tyrans.

Jamais le prolétariat, sous des semblants de liberté, n'a été si esclave, jamais on ne l'a tant trompé, jamais il ne s'est tant avili.

Les progrès incalculables réalisés par la Science et la Technique ont été canalisés au seul profit d'un petit nombre de privilégiés. Il n'y a pas lieu de s'attendre à ce que ceux-ci consentent jamais à renouveler le geste d'une nouvelle nuit du 4 août en faisant l'abandon de leurs privilèges sur l'autel de la collectivité. Par vassaux interposés, les féodaux rusent et maquignonnent afin de gagner le temps qui

des moyens d'assurer leur existence par le travail.

Le chômage est un mal redoutable pour les travailleurs parce qu'ils en seront atteints dans un temps dont la brièveté est directement proportionnelle à la rapidité du développement de la technique ayant pour effet le remplacement de l'homme par la machine docile et fidèle à l'exploiteur. Il est redoutable par la possibilité offerte aux exploiters de tirer profit de la lassitude, du découragement et parfois, hélas, de la veulerie de certains chômeurs, en utilisant leurs services à des conditions de travail inférieures à celles en usage, créant ainsi une concurrence entre les travailleurs, germe de division affaiblissant leur résistance à l'oppression.

Il constitue une charge considérable dans les dépenses publiques du fait de l'attribution et du paiement des allocations aux chômeurs. Or, la classe ouvrière ne supporte-t-elle pas directement et indirectement la plus grosse part des impôts ?

La plus urgente revendication des ouvriers devrait donc être l'application immédiate de tous moyens propres à résorber totalement le chômage par la répartition intégrale du travail entre tous et par l'allocation d'une retraite substantielle à tous les vieux travailleurs.

La tâche la plus urgente pour les chômeurs réside dans la constitution, là où il n'en existe pas, de comités locaux de chômeurs, affiliés à

LE MEETING DES CHOMEURS

Camarades de l'U.A., venez tous en masse au meeting de l'Union des Comités de chômeurs, SAMEDI 24 AVRIL, à 14 H. 30, salle du cinéma Excelsior, rue Fagon, Paris (13°). (Rendez-vous des camarades à 14 heures, 22, rue des Gobelins).

leur est nécessaire à préparer l'avortement de la Révolution prolétarienne.

Peuple, doit-on désespérer de ton entendement, doit-on ne plus croire à ton courage ?

As-tu des yeux pour ne voir que les Dieux que tu as créés de ton sein pour les élever si haut qu'ils n'ont-ils plus ta voix monter vers eux ? Les as-tu faits si grands que tu n'arrives plus qu'à hauteur de la semelle de leurs chaussures dont trop des tiens lèchent la boue ?

N'as-tu des oreilles que pour écouter la bonne parole qui t'est dispensée dans les chapelles dont tu paies les servants ?

N'as-tu de voix que pour bêler les catéchismes issus des évangiles selon Saint-Blum, Saint-Thorez, Saint-Johnaux et autres joyeux compères qui te promettent un monde meilleur au jour du jugement dernier et qui te procurent leur très sainte bénédiction en te crachant sur la gueule du haut de leurs trônes ?

Malgré les affirmations officielles de la diminution du nombre des chômeurs inscrits, le chômage augmente. Cela n'est pas étonnant car la qualité de chômeur n'est reconnue par l'admission à la liste qu'aux individus régulièrement inscrits à l'office de chômage et non à tous ceux (ils sont légion) qui sont privés

des unions régionales groupées sous la forme fédérative et résistant à tout mouvement tendant à l'instauration d'un centralisme autoritaire, lequel permet toujours l'ingérence néfaste des partis politiques et la création de postes facilitant la corruption et la trahison par ceux qui les occupent.

L'activité des comités de chômeurs devrait s'orienter vers une propagande toujours plus intense parmi les chômeurs non organisés, afin d'augmenter le nombre des adhérents ; dans les organisations syndicales, afin de créer une solidarité étroite et effective avec les travailleurs, dans la réalisation d'une organisation permettant de défendre efficacement les droits des sans-travail ; dans la création d'œuvres permettant d'améliorer matériellement et moralement l'existence des chômeurs et de leurs familles. Les militants, dignes de ce nom, ne voudront pas manquer de s'employer à cette tâche non sans s'être débarrassés des Césars de Caraval qui manient des foudres de carlin-pâte sur la tête de ceux qui refusent de se faire les complices de leurs trahisons.

H. GUEFFROY.

Camarades chômeurs anarchistes, réunion lundi 25 avril, à 9 h. 30, au Lib.

La révolution ou la guerre

(Suite de la première page)

On prétend, il est vrai, que cet internationalisme a fait faillite, que la classe ouvrière, désormais, possède une patrie qu'elle doit défendre, une France qu'elle a conquise et qu'elle veut libre, forte et heureuse (formule communiste) ou, comme dit M. Yvon Delbos, prospère, juste et humaine. Mais ces slogans sont autant de mensonges, et il faut revenir à cette proposition fondamentale que les prolétaires n'ont pas de patrie.

La paix ne peut naître que de cette conscience que les travailleurs doivent avoir de leur solidarité internationale. Ce qu'il y a de dangereux dans la politique actuelle, c'est précisément qu'elle tend à obscurcir cette évidence, c'est qu'elle veut distinguer entre les peuples pacifiques et belliqueux, intelligents et rétrogrades, émancipés et esclaves, élus et réprouvés, alors qu'elle devrait au contraire s'attacher à montrer qu'avec des modalités différentes, ils subissent tous le joug commun du capitalisme.

Le miracle que nous entrevoyons serait précisément le renversement de cette politique. C'est, à vrai dire, le seul qui pourrait rendre confiance aux millions d'hommes qui attendent

« Prostrés sous un nuage sombre... » d'où la foudre, demain, sortira. Les partis semblent incapables de faire renaître cette espérance. Le syndicalisme est-il, lui aussi, trop vieux, trop usé pour faire comprendre aux travailleurs que le meilleur préventif contre un conflit impérialiste, c'est encore la lutte de classes ?

Il faut choisir entre la paix et l'union sacrée, entre la Révolution et la Guerre.

LASHORTES.

Audience au Tribunal populaire

(Suite de la 3^e page)

Malgré toute la retenue qu'il essaye de mettre dans cette déclaration, malgré le sang-froid que les deux « condamnés » montrent ostensiblement, on les sent beaucoup plus disposés à courir à leurs juges et à les embrasser.

Et l'on a beau être rompu aux émotions que dispense la profession, ce spectacle ne laisse pas d'être fort troublant.

Le même jour, dans une autre salle, on juge un vieux commerçant de Sabadell, accusé de haute trahison et de sentiments sympathiques à l'ancien régime.

Sur sa chaise, devant ses deux carabiniers, le pauvre vieux suffoque d'indignation. Renseignement pris son crime serait d'avoir adhéré à une association vaguement teintée de catholicisme.

Un nombre impressionnant de témoins, députés de la gauche républicaine catalane, industriels et notables de Sabadell, défilent entre le feu croisé des questions de la défense et du fiscal. Tous se portent garants du parfait civisme de l'inculpé.

Il devient tellement évident qu'il a été victime d'une malveillance que le ministère public abandonne l'accusation.

C'est l'acquiescement pur et simple. L'homme ne retient plus ses grosses larmes qui roulent au fond de ses rides.

Cette fois encore, le populaire est d'accord avec la décision de son tribunal.

— Viva la Republica !

Le cri de ralliement est repris par toute la salle, magistrats compris.

L'audience est levée.

L'huissier qui, fort aimablement, s'est mis à notre disposition et nous a présentés au président et à ses assesseurs, nous accompagne, maintenant, jusqu'à la porte de la salle. Avec beaucoup d'allure, il s'incline avant de prendre congé :

— Servidor, dit-il.

Puis, se reprenant aussitôt :

— Salud, compañeros !

De ce récit il ne faudrait pas déduire que le tribunal populaire se contente systématiquement d'une simple mise en scène et que les juges qui le composent sont enclins à une perpétuelle bienveillance.

Mais bientôt huit mois se sont écoulés depuis que le général Gode, gouverneur militaire de Barcelone, a tenté son coup de main, d'accord avec ses collègues Franco et Queipo de Llano... et qu'il a reçu le juste châtiment de sa félonie.

Depuis juillet 1936, les passions se sont relativement calmées.

D'ailleurs, les décrets organisant les quatre tribunaux populaires de Barcelone et leur attribuant des pouvoirs spéciaux datent des 15 et 24 octobre 1936. La rigueur de ces tribunaux révolutionnaires fut telle, dans les vingt premiers jours de leur fonctionnement, qu'un nouveau décret dut être pris le 5 novembre, créant un organisme particulier, constitué par les présidents des quatre chambres. Cette juridiction fut chargée d'examiner tous les cas de peine de mort et d'adresser, sur chaque affaire, un rapport circonstancié au gouvernement de la Généralité, lequel se réservait le pouvoir d'arrêter la décision suprême.

Le 10 novembre suivant, Companys, président de la Généralité signait la première commutation de peine de mort, exerçant un droit de grâce qui était réservé, jusqu'à cette date, au seul président de la République.

L.M. PAPPO.

Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée de chapitres nouveaux

En vente au Libertaire : 15 fr.

Franco : 16 fr. 50

Jeunesse Anarchiste Communiste

OPINION D'UN J. S. DE LA SEINE

Pourquoi nous adhérons à la J. A. C.

L'article qui suit pourra être considéré comme un appel fait aux J. S. par un de leurs anciens camarades qui était encore à leurs côtés à ce fameux congrès qui a décidé pour certains du sort de la social-démocratie.

Il est encore bon de rappeler des J. S. de la Seine qui ont été dissoutes après le Congrès de Creil. Dimanche, dans la Tribune libre du « Populaire », Bernard Chochoy, Secrétaire National des Jeunes socialistes repartit lui aussi des effets produits par l'exclusion des camarades responsables et la dissolution de l'Entente de la Seine. Nous n'allons pas analyser ici la conclusion démographique de l'article du leader des J. S. où il affirme que son organisation comptait 100.000 adhérents à la fin de l'année. Il n'est pas besoin d'insister sur l'unité des partis communiste et socialiste qui, naturellement, jette bas l'édifice de 100.000 Jeunes socialistes conçus dans l'esprit de l'attaché au Ministère d'Etat de Paul Faure. Les Jeunes socialistes s'appellent sans doute Jeunes socialistes unifiés, composés d'anciens J. S. et J. C. qui ne pourront naturellement compter sur le recrutement d'éléments prolétaires, mais sur celui de petits bourgeois spécialement réformistes et souvent même conservateurs. Notre prévision n'a rien de surprenant, elle est simplement basée sur l'exemple de la Belgique et de l'Espagne.

Pour en revenir à l'article de Chochoy, celui-ci insiste sur la démocratie intérieure de son organisation pour justifier les mesures disciplinaires prises à l'égard de 22 camarades. Cette démocratie, nous, à peine sortis des Jeunes socialistes, nous avons pu la juger, du fait que nous en avons subi les conséquences. Car quoi qu'on pense et dise si cette démocratie existe au parti S.F.I.O., il est certain qu'elle est largement contre balancée par les effets nuisibles de la bureaucratie.

Cependant, si le parti socialiste, juge bon au Conseil National de reprocher à Marceau Pivert en général, l'opposition de certaines affiches, sur les événements de Clichy, par exemple, et la publication d'une revue « gauche révolutionnaire » qui paraît en effet critiquer systématiquement l'action du gouvernement de Front Populaire, c'est la preuve que cette fraction du parti, n'a plus rien à voir avec lui. Si donc, la majorité du parti socialiste est embourgeoisée, les militants révolutionnaires, par démocratie même, n'ont plus rien à voir avec la S.F.I.O.

Pour ces camarades, peuvent se présenter plusieurs perspectives, nous parlons du plan jeune naturellement.

Entrer aux J. C. — Mais devant les projets d'unité cette idée est à repousser par tout révolutionnaire conscient.

Entrer aux J. E. U. N. E. S. — Ce mouvement spécifiquement économique ne peut retenir l'attention de camarades qui ont toujours lutté contre les deux ans, contre la militarisation et pour la révolution prolétarienne internationale.

Entrer aux J. S. R. — Nos camarades ex-responsables des J. S. ont donné une raison que nous pouvons faire, à peu de chose près, nôtre. Nous sommes contre l'adhésion aux Jeunes socialistes révolutionnaires (P.O.I.), parce que nous ne pouvons pas accepter leurs méthodes de travail surtout sur le plan de la formation de l'éducation des jeunes. D'autre part, bien que nous soyons d'accord sur les buts finaux nous ne pouvons pas masquer certains désaccords particulièrement en ce qui concerne la démocratie ouvrière (supplément au n° 47 de la « Jeune Garde »).

Puisque tout à l'heure nous avons insisté sur la démocratie intérieure d'une organisation, nous rappellerons en ce qui concerne le P. O. I. l'exclusion des camarades de la « Commune », organisation sur laquelle nous n'allons pas aujourd'hui spécialement insister.

Entendre les décisions de la G. R. adulte, les déclarations de Marceau Pivert, déclarant qu'il n'y a aucun lien entre les textes publiés par les Jeunes socialistes et l'idéologie de la G. R., doit enfin dissuader les yeux de nos camarades qui pourraient encore attendre une décision honnête de Marceau Pivert, cet éternel capitaine.

Adhérer à la J. A. C. — Nos camarades signataires du supplément au n° 17 de la Jeune Garde nous ont demandé de ne pas entrer à cette organisation pour la raison bien simple que nous étions marxistes et non anarchistes. Cette raison si « simple » est heureusement pour nous plus compliquée : il ne s'agit plus en effet de se revendiquer de Marx pour prouver que l'on a raison et surtout pour attirer que les voisins ont tort. Nos camarades exclus nous donnent de bonnes raisons pour nous méfier des P. C., P. S., P. O. I. qui, du premier au dernier, se déclarent pourtant marxistes. La situation actuelle est trop tragique pour que nous nous arrêtons à des jeux de mots : marxistes ou anarchistes, nous ne sommes que des hommes. Cette confusion doit être tirée au clair ; il ne s'agit plus maintenant de considérer la doctrine anarchiste comme utopique, il faut nous dire ce que l'on reproche à la doctrine des J. A. C. aux moyens de lutte de cette organisation et à ses buts finaux.

Nous ne prétendons pas être l'organisation-type. Nous commettons parfois des erreurs, nous le savons. C'est donc à nous, camarades des Jeunes socialistes et aux J. A. C., les uns et les autres, forts de leur expérience personnelle dans une organisation strictement basée sur la démocratie ouvrière de préparer la révolution prolétarienne et mondiale, prélude de l'émancipation totale des travailleurs.

P. LERMAN,

de l'Entente des J. S. de la Seine (dissoute).

CONVOCATIONS

II^e, III^e, IV^e. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 82, rue des Archives, présence indispensable de tous les copains. Discussion des rapports.

V^e. — Tous les mardis, à 20 h. 30 café Réveille-Matin avenue des Gobelins, angle rue des Gobelins.

VII^e et VIII^e. — Pour les adhésions, écrire à Escabas au « Libertaire ».

IX^e. — Avec le groupe de l'U. A.

XI^e, XII^e. — Pour la reconstitution complète du groupe, nous faisons appel à tous les camarades sympathisants ou ayant déjà milité à la J. A. C. Réunion le jeudi 22 avril, café « Au Petit navire », 68, rue de la Roquette, à 20 h. 30. Pour tous renseignements écrire à Paul Lerman, même adresse.

XIII^e. — Tous les mardis, café Réveille-matin, avenue des Gobelins, angle de la rue des Gobelins.

XIV^e. — Tous les mercredis à 20 h. 30, chez Papillon, 37, rue de Vanves.

XV^e. — Tous les vendredis chez Jourdan, 69, rue de la Convention.

XVI^e. Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, café Cuivier, 50, avenue des Moulins, Boulogne-Billancourt.

XVII^e. — Avec le groupe U. A. L'adresse du groupe J.A.C. et les jours de réunion seront communiqués dans le prochain numéro.

XVIII^e. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au Sans Souci, 100, rue Ordener.

XIX^e. — Tous les mardis à 20 h. 30, salle Quélennec, 70, rue de Flandre.

XX^e. — Avec le groupe de l'U. A.

Pour les adhésions, écrire à Barzangette André, au « Libertaire ».

Etudiants libertaires. — Passer le samedi après-midi au « Lib. », pour les adhésions.

Lycéens libertaires. — Ecrire à Dormoy au « Lib. ». Permanence tous les samedis après-midi au « Lib. ».

Aulnay-sous-Bois. — Tous les vendredis à 20 heures 30, salle Delrieu, 10, rue Jules-Simon (angle de la rue d'Amiens).

Bobigny. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

La Courneuve. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre à 21 h.

Colombes. — Tous les jeudis au « Bar Colombe », 56, rue de Saint-Denis.

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue de Saint-Denis.

Levallois-Perret. — Tous les samedis, à 21 h., 69, rue Marius-Aufan, au café.

Livry-Gargan. — Tous les vendredis, 44, allée Montgolfier (Gargan).

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h 30, salle de la Coopé, rue de l'Eglise.

Nogent. — Tous les mercredis à 21 h. chez Barreau, 90, Grande-Rue.

Pré-Saint-Gervais. — Tous les mardis à 21 heures, 49, rue de la Cristallerie.

Sartroville. — Groupe en formation. Ecrire à Léprieux, 62, rue de la Frette pour renseignements.

Chambéry. — Pour la formation d'un groupe, s'adresser à Biset Marcel, 5, rue de la Métropole Chambéry.

Grenoble. — Tous les mardis à 20 h. 30, café Maurice, 24 rue Taillefer. Prochaine réunion publique jeudi 29 avril, à Saint-Martin-d'Hères.

Montpellier. — Tous les mercredis à 20 h. 30, au « Bar de l'Université ».

Lyon. — Les jeudis au siège de l'U. A. (fédération Lyonnaise), 212, rue de Créqui.

Saint-Henri-Val-de-Séon. — S'adresser au camarade Coussinier fils, 85, rue Rabalais, St-Henri.

Marseille. — S'adresser au camarade Claude, 176, cité Louchère, Saint-Pierre.

Alger. — Ecrire à André Vaillant, chez Mme Yvonne, 8, rue Berthelot, Alger.

Oran. — Pour le groupe J.A.C. s'adresser au Centre de Divulgation Sociale, rue de la Mosquée, 12.

Il est rappelé aux secrétaires des groupes qui désirent que leurs communications paraissent dans cette rubrique qu'ils doivent les envoyer à Ringuas au « Lib. ».

Les nécessités de la propagande exigent impérieusement de l'argent. Nous insistons auprès des trésoriers des groupes pour qu'ils règlent au plus vite cotisations et dépôts de matériel à Caron, trésorier fédéral.

Pour les règlements, utiliser le compte chèque postal Paris, R. Caron 963-75.

NOTRE LIBRAIRIE

Reservez au Libertaire vos commandes de brochures et de livres.

En vente

De Lénine à Staline, Le Crapouillot, 10 »

Dossier des fusilleries (après le 30 juin de Staline) 5 »

Mea Culpa, par Louis-Ferdinand Céline 7 50

Ce qu'est devenue la Révolution russe, d'Yvon 2 »

Retour de l'U.R.S.S., d'André Gide. Desobère, par Vladimir 7 50

Retus d'obéissance, par Jean Giono Les Dammés de la Terre par Henry Pouillail 6 50

Le Pain Quotidien par Henry Pouillail 13 »

Destin d'une révolution, de Victor Serge 18 »

L'Education sexuelle, de Marestan 15 »

Evolution et Révolution, de E. Reclus 15 »

La Conquête du Pain, de P. Kropotkine 15 »

Le Douleur universelle, de S. Faure 15 »

L'Ethique, de Kropotkine 18 »

La Révolution espagnole et l'impérialisme, de Jean Bernier 1 »

La Grande tetape, d'Aurèle Patroni 10 »

La véritable révolution sociale, Sébastien Faure 12 »

NOS BROCHURES

Chaque brochure : 0 fr. 60

Evolution et Révolution, de E. Reclus. Aux jeunes gens de P. Kropotkine.

La morale anarchiste, de P. Kropotkine. L'Anarchie, de E. Reclus.

Mon opinion sur la dictature, par Sébastien Faure

Buenaventura Durruti, la brochure française : 1 fr. 50.

Les Fécondations criminelles, A. Patroni : 6 fr.

Le Rire dans le Cimetière A. Patroni : 6 fr.

Dieu et l'Etat, de Michel Baouline : 1 fr. 50.

L'anarchie, sa philosophie, son idéal, Pierre Kropotkine : 1 fr. 25.

L'Esprit de Révolte, par Pierre Kropotkine.

Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff.

Les Inévitables, par Eugène Vermesch.

Les 42 propos subversifs de S. Faure :

bourgeoise — La pourriture parlementaire — Leur Patrie — La morale officielle... et l'autre

La tempe — L'enfant — Les familles nombreuses — Les métiers haïssables — Les forces de la révolution — Le chambardement — La véritable rédemption. (Une brochure chaque.)

Le Gouvernement représentatif 0 60

En période électorale (Malatesta) 0 60

L'Etat, son rôle historique (Kropotkine) 1 20

Le Salariat (Pierre Kropotkine) 0 60

Anarchisme et coopération (Bastien) 0 60

L'Anarchie (Malatesta) 1 20

Les Prisons (Kropotkine) 0 60

Le Syndicalisme révolutionnaire, de V. Grinvaldes 0 60

A. B. C. du Syndicalisme (Yvetot) 1 20

L'A. B. C. du Libertaire, de Jules Lerman.

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUUCUN ENVOI NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORE DE 10 % POUR FRAIS D'ENVOI.

AUCUN ENVOI N'EST FAIT CONTRE REMBOURSEMENT.

Réunions et Conférences de la semaine

Jeudi 22 avril

SAVIGNY-SUR-ORGE, à 20 h. 30, salle de l'Excelsior, avenue de la Gare.

CONFERENCE FILMEE

Terre sanglante d'Espagne

Orateurs : Ridel, Frémont.

Vendredi 23 avril

PARIS, 19 h. à 20 h. 30, salle Cayala, 10, rue du Général-Brunet.

Front Révolutionnaire des Jeunes

PARIS-BANLIEUE

A NOS CORRESPONDANTS

Les correspondants de la rubrique Paris banlieue et Voix de Province, sont informés que la copie doit nous parvenir le lundi à midi, dernier délai.

La copie doit être écrite à l'encre, d'un seul côté de la feuille, en ménageant des marges.

La rubrique étant consacrée à la propagande locale, nous prions les correspondants de ne pas débiter le cadre des faits politiques et sociaux d'ordre local ou régional et de s'efforcer de ne pas dépasser 30 lignes, de manière à ce que chacun puisse trouver sa place sans être gêné par le voisin.

PARIS-XV

Il est regrettable d'avoir constaté le 15 avril le peu de camarades présents à la réunion du secteur Sud-Ouest.

Allons-nous ralentir ? (Et je m'adresse particulièrement aux jeunes). Non !

Il faut que chaque copain se sente moralement tenu d'assister à nos réunions, d'apporter sa quote-part d'efforts, de prendre ses responsabilités dans le groupe.

L'organisation, la discipline sont nécessaires pour l'évolution et le triomphe de nos idées.

N'oublions pas que de nombreux éléments, écartés par la politique de reniement et de capitulation suivie par leur parti, sont hésitants.

Ne les laissons pas neutraliser par l'inaction ou le désintéressement. Ils doivent venir à l'U.A.

Donc, camarades, sympathisants et adhérents, tous à la réunion du vendredi 23 avril.

Escabas.

BLANC-MESNIL

Le vendredi 16 avril une réunion avec Gérard Leretour à eu lieu à la Volière et obtint un bon succès, malgré la tentative de nos locaux de la saboter.

C'est devant une assistance de 80 personnes que Saï Mohamed qui présidait donna la parole à Rousseau qui indiqua ce que fut la tenue de Leretour devant la horde militaire à qui il opposait son objection de conscience.

Après un jeune antimilitariste, un social-révolutionnaire est venu ensuite saluer Leretour en se félicitant d'avoir participé à sa libération par voie de pétition tandis qu'un coco socialiste, voir l'union des communistes et des anarchistes.

Leretour cite les objections de conscience depuis la guerre. Ceux qui désertèrent et qui, par leur activité, furent les victimes, voient chaque jour le mouvement antimilitariste se développer.

Un seul contradicteur est venu, ce fut un naco qui bredouilla plutôt que d'apporter une argumentation sérieuse, il est d'accord et n'est pas d'accord, car il faut toujours des chefs, ça va de soi. Enfin, bonne réunion qui a cloué au pilori pas mal de cocos qui se trouvaient dans la salle.

Le Groupe de Blanc-Mesnil.

GENNEVILLIERS

Aux révolutionnaires égarés dans le parti communiste

A vous qui avez donné des preuves de votre conscience de classe, nous posons ces questions : Acceptez-vous de voir à vos côtés (à l'exemple de Vaillant-Couturier qui déjouait avec Mermoz, lieutenant de la Roquette) ceux que vous considérez comme vos ennemis ?

Acceptez-vous de partir à la boucherie pour le bon plaisir de Staline ? (chef génial, aimé et tout et tout) qui exprime sa reconnaissance pour ceux qui l'ont fait ce qu'il est, en les faisant assassiner ou emprisonner.

Il est temps de signifier à ceux qui veulent vous domestiquer que vous ne le ferez pas. Comment les révolutionnaires pourraient-ils encore faire confiance à ceux qui laissent assassiner nos camarades espagnols pour ne pas créer de difficulté au gouvernement de front populaire.

Comment les ouvriers pourraient-ils rester dans un parti qui renie ses principes pour le budget de guerre capitaliste.

Il vous faut rompre avec ce parti de trahison. Et c'est dans les rangs libertaires que vous retrouverez la véritable lutte contre le capitalisme.

Réunion du groupe tous les vendredis, 90, rue Saint-Denis, à 20 h. 30.

Le Groupe.

GENTILLY

As-tu vu le percepteur ?

C'était un homme très bien payé mais très intriguant pour les mauvais payeurs. Le mot honnêteté sans cesse à la bouche et par surcroît décoré, gradé, etc. Associé à un courtier en bijou, dont le rôle dans cette histoire, n'est pas clair, puisqu'elle a restitué les fonds, a-t-il été une victime ? Nous le croyons car le virus argent contaminait tout ce qui le touche.

Gagons que tout s'arrangera, car les lous ne se mangent pas entre eux ! Ah ! s'il s'était agi d'un chômeur ayant chipé une boîte de sardines l'étouffeur n'aurait pas fonctionné si vite !

Le contributeur.

GOUSSAINVILLE

A ceux qui combattent les « libertaires »

Si professer les nobles idées anarchistes est un crime, si dénoncer les iniquités sociales, analyser les mensonges d'un mal appelé civilisation, combattre toutes les formes de la tyrannie et de l'exploitation, si tout cela est délit, qu'attendez-vous pour faire marcher la « Police avec nous »

Dans notre fameux régime démocratique, vous prétendez que tout individu est libre de penser comme il lui plaît. On dit cela, c'est vrai, mais c'est la aussi un de ces nombreux mensonges conventionnels sur lesquels s'appuie la caduque et vacillante organisation sociale. Merci pour votre liberté, la pensée humaine n'a pas besoin de cette concession. Elle s'exerce dans le secret de tout organisme pensant.

« ...Anarchie est la pensée et vers l'anarchie va l'histoire. »

« Justifiez l'Etat, comme vous voudrez, consacrez-le, transportez en lui le Dieu soustrait à l'Eglise, faites-le républicain social, démocratique ou front populaire, et toujours vous vous rendrez compte que vous êtes pris au collet par un tyran contre lequel vous protesterez continuellement au nom de la pensée et de la nature. »

Si vous croyez pouvoir arrêter la marche de nos idées, je vous le dis, camarades, vous vous trompez de chemin.

Joanny.

LIVRY

Compte rendu de la réunion organisée par le groupe de l'Union Anarchiste de Livry, le vendredi 16 avril, salle des Fêtes de la Mairie.

Le sujet : Le Front Populaire a-t-il fait faillite ? était d'importance et d'actualité, surtout en considérant que cette controverse n'était née que du sectarisme d'un militant socialiste et d'un communiste.

Pour que la fête soit complète, le groupe avait sollicité par lettre la présence et la contradiction des responsables du Front Populaire local.

De la réunion, nous devons espérer que les camarades socialistes et communistes présents dans la salle se sont rendu compte que chez les anarchistes il n'est pas besoin de faire appel au calme et à la discipline, chez eux ces conditions sont une des formes, une puissance de l'idéal libertaire. Puisse-ils vous en souvenir, quand chez vous nous apporterons nos conceptions, notre pensée.

Barzanette et Coudry firent brièvement, mais

implacablement, le procès du gouvernement de Front Populaire.

Justifié (S.F.I.O.) essaya d'ergoter (voyez radicaux), hélas la tâche était trop lourde, le résultat : un glacial silence à sa descente de tribune.

Massé (S.F.I.C.) reconnut que les avantages acquis par les ouvriers en juin 1936 étaient sérieusement menacés et dans l'ensemble admit les critiques formulées par les anarchistes. Signala toutefois son ignorance totale du mouvement socialiste et sa stupeur de savoir que les anarchistes pouvaient revendiquer le titre de communistes.

Frémont en quelques minutes liquida le politicien finaud et retour Justifié. Quand à Massé, il lui conseilla amicalement de lire Karl Marx.

Somme toute, les vesses furent dégonflées. Le groupe de l'U. A. de Livry-Gargan.

Assistez aux réunions du groupe de l'Union Anarchiste le premier vendredi du mois, 44, allée Montgolfier, Gargan ; le troisième vendredi, salle des Réunions de la Mairie de Livry, à 20 h. 45.

PRE-SAINT-GERVAIS

A l'heure où la guerre impérialiste se précise, devient plus menaçante, affole les cerveaux, à l'heure où le problème social et économique passionne tous les ouvriers, et où des partis dits « d'avant-garde » réclament : « la pause », la paix sociale, l'ordre ; à l'heure où la question espagnole inquiète tous les vrais révolutionnaires, il est nécessaire de rassembler les forces vives du prolétariat. Il faut une organisation révolutionnaire, ayant un programme révolutionnaire et des moyens d'action, des méthodes révolutionnaires.

L'organisation existe ; le programme existe. Les méthodes ? Nous les avons employées assez souvent — et avec succès — pour qu'il soit inutile d'en parler. D'ailleurs, elles se résument toutes par ces mots : Action directe !

Chaque semaine, au Pré-Saint-Gervais, notre groupe se réunit. Nous y discutons sur l'actualité, sur les problèmes politiques, économiques et sociaux, et à la fin de chaque séance, un camarade fait une causerie, Marcel Funck.

SARTROUVILLE

Chantiers Billard

Comme suite aux incidents relatés ici il y a une quinzaine, Billard avait prononcé le lock-out. Après huit jours, le bureau syndical des terrassiers C.G.T. à plat ventre devant le Patronat, vient de régler ce différend. Le chantier ouvre ses portes lundi aux mêmes conditions d'avant le lock-out. Renvoi de douze compagnons dont deux mineurs C.G.T.-S.R. Cela fera plaisir à Billard, d'abord puis à Hussen, Bourgeois, etc.

Billard, d'abord puis à Hussen, Bourgeois, etc., ont été enterrés ou essayés d'enterrer le syndicalisme révolutionnaire. Nous regrettons de signaler cela car dans ce chantier il y a eu il y a eu des éléments à qui nous devons notre respect.

Aux responsables des terrassiers, nous leur disons vous êtes des salauds et des dictateurs.

Félix Gandillet.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Le samedi 24 avril, 14 h. 30, grand meeting sur le syndicalisme révolutionnaire et l'Espagne. Gandillet de la S. U. B. et du groupe libertaire, Lucas, secrétaire fédéral.

Boudoux, secrétaire à la propagande, C. G. T. S. R. et groupe libertaire Carrières.

VOIX DE PROVINCE

AMARGUES

Notre camarade Emile Maurin n'est plus

Après une courte et cruelle maladie la mort vient de s'abattre sur un de nos meilleurs militants. Agé de 38 ans, il fut en 1921 un des fondateurs du groupe d'Etudes Sociales. Toujours placé au premier rang dans le combat, sa disparition se fera ressentir dans ce groupe qu'il aimait tant.

Nous adressons notre salut anarchiste à sa famille si durement éprouvée.

Le Groupe d'Etudes Sociales d'Amargues.

LYON

Au sujet d'un compte rendu

Le 14 avril, Félix Brun, député communiste, fit un compte-rendu de son mandat, et nous stupéfia par ses critiques à l'égard du gouvernement, avançant que sans l'action directe, la classe ouvrière n'aurait pas obtenu les améliorations attachées au patronat depuis juin 1936.

Mais alors, citoyen-député, pourquoi critiquez-vous un gouvernement dont vous vous faites le complice en votant toujours pour lui ? Et pourquoi aussi, vous dire toujours révolutionnaire, alors que les affiches de votre parti disent « A bas la guerre civile », — or, qu'est-ce qu'une Révolution ? — et que vous nous avez vu avoir toutes les peines du monde à empêcher les travailleurs municipaux de faire grève pour obtenir la semaine de 40 heures.

Daupier.

OUILLINS

A 20 h. 30 le jeudi 29 avril aura lieu la réunion constitutive du groupe libertaire d'Oullins, à la Maison du Peuple.

Tous les vieux militants sont invités à rejoindre le groupe ainsi que les jeunes désireux s'éduquer. Des brochures et des livres seront à la disposition des adhérents.

Il est temps que les anarchistes fassent connaître leur point de vue dans la cité laborieuse qu'est Oullins.

Face à tous les politiciens félons les libertaires reprendront le bon combat. Pour l'anarchie, en avant !

VENISSIEUX

Le groupe I.A.C. se réunit tous les mercredis. Demandez le camarade Marius Scagnolari. Un groupe adulte de l'U. A. est en formation. Le « Libertaire » va être vendu à la crise. Tous les sympathisants sont invités à nous rejoindre.

MARSEILLE-GERMINAL

Redoublons d'efforts

Depuis le mois de février, M. Souchier, préfet de son métier, a jugé bon, sous le chantage des nerfs de Sabiani et consorts, d'interdire la vente des journaux sur la voie publique du samedi midi au lundi matin. M. le préfet a accusé de cet arrêté qui nous gêne considérablement, — comme tout concierge fait autre chose en prenant le soir une nuée de sels Kruschen — ceci le regard. Mais que penser de nos furieux bolcheviks et autres S.F.I.O. qui n'ont jamais protesté contre cet arrêté ?

Donc, ils acceptent ce coup de pied au cul, un de plus ; qu'ils en seront à mille, ils recommenceront et diront toujours : Amen.

Mais nous, nous n'acceptons pas ça et pour répondre à l'arrêté de ce M. le Préfet dit Souchier, nous allons doubler, quintupler nos équipes de vendeurs et nous irons tous les vendredis soir crier sur la Canebière et autres rues avec nos voix de stentor : Demandez le « Libertaire », organe de l'U. A. Contre tous les partis politiques, lisez le « Libertaire » !

Donc, membres de Germinol, vous êtes avisés que vous pouvez passer tous les vendredis soir à 18 heures, au Figaro prendre votre petit paquet pour la vente dans votre périmètre.

Réunion tous les jeudis à 18 h. 30, bientôt conférence par notre ami Huard.

Le 29 avril aura lieu notre assemblée générale : importantes décisions à prendre. Prière d'en prendre note.

A. Pascal.

MARSEILLE-SAINT-ANTOINE

Réunis le 11 avril, les camarades de notre groupe ont décidé d'intensifier la propagande et d'organiser prochainement plusieurs causeries et conférences dans le but de dire aux travailleurs qu'ils doivent être plus que jamais vigilants et se débarrasser de leurs chefs politiques et cégétistes qui ont prouvé leur reniement et leur platitude devant la bourgeoisie aux abois.

Seule l'action révolutionnaire est positive et doit conduire les travailleurs à leur émancipation totale.

Notre groupe a décidé aussi de fournir un gros effort en faveur de notre presse d'avant garde : « Le Libertaire », ainsi que notre bulletin mensuel.

Notre tract de propagande « l'Action directe » a tellement porté chez les travailleurs, que les chefs communistes en ont interdit la lecture à leurs adhérents, comme si cela suffisait à masquer leur incohérence et leurs combinaisons politiques.

Quant au 1^{er} mai, notre groupe a décidé d'y participer en accord avec les syndicalistes révolutionnaires afin que cette date reste la journée des travailleurs en révolte contre leurs exploités, et non la fête du travail comme voudrait le faire croire le Front Populaire.

Gayte.

NIMES

Le Comité local pour l'Espagne libre a reçu dans le courant de la semaine du Groupe d'Alès un colis de linge chaud, chaussettes, le tout neuf, par la dévouée camarade Henry, deux colis de linge, vêtements et lainage, la somme de 200 fr. offerte par un camarade pour l'achat de médicaments. Un colis important de produits pharmaceutiques nous a été donné par le docteur X, par une camarade un petit colis de pharmacie, par les frères Loie un colis de vêtements.

Après avoir fait une part pour notre colonie enlaidie, Ascaso-Durruil, à Gêrone, le comité a expédié à la camarade Paule Tricheux, du Comité Pro-Républicains de Puigcerda pour les réfugiés de Malaga et de Madrid arrivant sans rien à se mettre dessus, dans un état lamentable et mourant de froid. Un colis de chaussettes et mousseline de soie. Un colis de linge neuf pour enfants, plusieurs vêtements, chaussettes, vivres et argent chez Repon, 16, rue Badier, Nîmes.

P. Repon.

SAINT-ETIENNE

Divers appels ont paru dans la presse pour inviter les camarades à rejoindre notre groupe : aucun résultat. Diverses tendances de notre mouvement ont décidé de fonder un groupe autonome mais essentiellement anarchiste.

C'est un de nos derniers appels ; nous invitons, camarade, à venir assister à notre réunion d'information et de regroupement le vendredi 30 avril, à 19 h. 30, Bourse du Travail, salle 30, Jeunesse Syndicaliste, rez-de-chaussée, nous comptons sur la présence de tous les camarades à cette réunion. Un groupe de camarades.

TOULOUSE

Le groupe organisait mardi avec le concours de L. Huart, une conférence anti-religieuse, qui obtint un plein succès. Et cependant, la veille, les trois quarts de nos affiches étaient rageusement déchirées ou recouvertes par de zélés cléricaux-fascistes.

C'est devant une salle archi-comble que notre ami prend la parole. Avec netteté, il expose la thèse de la non-existence de Dieu. Par une série d'arguments magistralement développés, il impose à la conférence un intérêt pour tous.

Dieu, comme créateur, pour qui l'humanité n'est qu'un jouet, serait inadmissible, il serait inutile, impuissant, cruel, odieux, despotique ; et comme justicier, il serait un magistrat indigne, violant les règles essentielles de la plus élémentaire équité. Et pourtant, c'est de Dieu qu'on glorifie depuis des temps immémoriaux et qui est la source de tant de souffrances et de tant de maux. Le Religion a pour conséquence l'enchaînement de la pensée et la mise en échec du progrès ; elle tient l'humanité courbée sous la crainte, vautre dans la superstition, prostrée dans la résignation. Depuis trop longtemps, le contact social s'est inspiré d'un Dieu sans justice : il est temps qu'il s'inspire d'une justice sans Dieu. Trop longtemps, les rapports entre les nations et les individus ont été dictés par Dieu sans philosophie : il est temps qu'ils procèdent d'une philosophie sans Dieu.

Il faut que les humains travaillent avec un ardeur inlassable, à l'avènement sur la terre d'une justice immédiate, positive et fraternelle.

Les enfants d'Espagne n'ont pas été oubliés et une fructueuse collecte lui faite pour eux à la sortie. Soirée en tous points réussie, et que nous renouvellerons souvent à Toulouse et dans la région. Le Groupe Orobon Fernandez.

PERPIGNAN

Comité de Défense de la Révolution espagnole

Prendre note qu'à l'avenir tout ce qui concerne le Comité — correspondance et envois d'argent — doit être adressé à J. Ay, 5, rue des Carrières, Perpignan. Chèque postal 23.579 Montpellier.

Nous prévenons nos camarades de l'impossibilité matérielle où nous nous trouvons pour passer en Espagne, les personnes qui n'auraient pas les passeports et visas spéciaux nécessaires, que nous déclinons toutes responsabilités envers eux qui passeraient outre à ces instructions et se présenteraient sans les autorisations officielles indispensables pour traverser la frontière.

TUNIS

Notre propagande porte ses fruits. A une réunion faite par les jeunes socialistes à Tunis, notre camarade Raoul a porté la contradiction, en apportant notre point de vue anarchiste.

Son court exposé fut très compris des trois quarts de la salle, composée de chômeurs qui, las d'être toujours dupés par les dirigeants liés au gouvernement, approuvaient l'exposé pourtant très bref de notre camarade.

Après cette réunion, on avait apporté des faits ; plusieurs camarades ont décidé d'intensifier la propagande anarchiste et de diffuser « Le Libertaire ».

Nous pensons sans esprit partisan, que nous répondons à la situation présente, surtout que vis-à-vis des coloniaux, le gouvernement de Front populaire n'a même pas essayé de réaliser ses promesses.

FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE DU VAR

Une grande fête de solidarité pour les orphelins espagnols

La Fédération Communiste Libertaire du Var invite tous les anarchistes et sympathisants de la région à assister à la soirée artistique organisée par le Comité de Défense Sociale et d'entraide le samedi 24 avril à 20 h. 30, salle Art et Charité, ancienne caserne des Arcades, Toulon.

Cette soirée est donnée au profit des petits orphelins espagnols dont le Comité Espagne Libre a pris la charge.

Toute une pléiade d'artistes bien connus ont promis leur concours gracieux pour assurer le succès de cette belle soirée de solidarité internationale.

FEDERATION PARISIENNE

Nous informons les secrétaires et trésoriers de groupes qu'une permanence aura lieu dans le local du Lib. le samedi, de 14 heures à 18 heures. Afin de faciliter notre tâche, en évitant la dispersion due au paiement des cotisations à droite et à gauche, nous leur demandons d'effectuer leurs versements, soit au camarade qui tiendra la permanence, soit par l'intermédiaire des délégués au C. I.

Les trésoriers : MAHE, MOUYSET.

C. I. de la Fédération. — Réunion samedi 1^{er} mai, à 20 h. 30, au local du « Libertaire ». Tous les groupes de la Fédération doivent être représentés.

Commission administrative. — Réunion lundi 3 mai, à 20 h. 30.

V^e et VI^e arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle d'Artagnan, 22, rue Broca.

IX^e arr. — Réunion tous les lundis café « Au Cadet », rue Cadet.

X^e et XI^e arr. — Vendredi 23 avril, à 20 h. 30, 100, rue des Boulets.

XIII^e arr. — Tous les vendredis à 20 h. 30, au « Réveil-Matin », avenue des Gobelins. Tous les camarades doivent être présents.

Une goguette du groupe aura lieu au 22, rue des Gobelins, le samedi 1^{er} mai, à 20 h. 30 « musicale et chantée ». Les camarades adhérents sont cordialement invités. Entrée, 0 fr. 95.

XIV^e arr. — Pas de réunion du groupe cette semaine, tous à la causerie du « Clair-de-Lune ».

XV^e arr. — Vendredi 23 avril, à 21 heures, chez Jourdan, 69, rue de la Convention. Causeuse par le camarade Pedron sur : « Anarchisme et fédéralisme ».

XVI^e arr. et Boulogne-Billancourt. — Tous les vendredis, chez Cuvelier, 50, avenue des Moulins.

XVII^e arr. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 3, rue des Appennins.

XVIII^e arr. — Réunion tous les mercredis à 21 heures « Au Sans-Souci », 100, rue Ordener.

XIX^e arr. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle Quélennec, 70, rue de Flandre.

XX^e arr. — Mercredis, à 20 h. 30, au 67, rue Ménilmontant, salle Lejeune, 1^{er} étage.

Usines Ford, Asnières. — Les camarades désirant former un groupe doivent s'adresser au camarade Pelcol.

Asnières. — Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, 1, rue de Metz, au coin de la rue Dumessnil, venue du « Libertaire » le jeudi et le vendredi au Bourguignon, le dimanche au marché des 4-Routes.

Bagnollet. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, salle Weber, 43, rue Hoche, Groupe d'Etudes Sociales, même salle, permanence le dimanche de 10 h. à 11 heures.

Blanc-Mesnil. — Tous les lundis, 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas. « Le Libertaire » est en vente chez le dépositaire, avenue Henri-Barbusse.

Bobigny. — Samedi à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

Canton de Charenton. — Mercredi à 20 h. 30, sous-sol mairie de Charenton.

Champigny. — Vendredi, à 21 h., salle Ferré, 5, route de Villiers, le « Libertaire » est en vente à la Librairie Gatignole, à côté de la Mairie.

Champigny. — Tous dimanches matin, 18 avril, à 9 h. du matin, chez Barreau, 90, Gd-Rue, à Nogent, Assemblée du groupe intercommunal.

Chelles. — Les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois à 20 h. 30, lieu habituel. Pour les adhésions s'adresser à Bernier, 12, quai Auguste-Prévoist.

Clamart. — Le « Libertaire » est en vente au Café Goubert, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Clichy. — Tous les dimanches matin à 9 h., 92, rue de Paris.

Colombes. — Tous les jeudis au bar Colombia, 56, rue Saint-Denis.

Drancy. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois salle Passéon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les lundis à 9 h., 125 bis, rue de la Gare au fond de la cour à droite.

Groupe Intercommunal Banlieue-Sud. — Lundi 23 avril, à 20 h. 30, salle Leocq, 50, avenue de Fontainebleau, à Bicêtre. Appel aux sympathisants. Causerie par un camarade sur : « La Commune Libertaire ».

Les camarades sont priés d'urgence de venir à cette réunion pour rendre les fonds des billets de tombola ou les billets invendus.

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

Issy-les-Moulineaux. — Tous les mercredis à 20 h. 30, café de la Poste, 14, avenue de Verdun.

Ivry. — Réunion sur convocation du secrétaire.

La Courneuve (Usine Rateau). — Tous les vendredis à 17 h. 30, salle Tintin, rue Rateau.

Levallois-Perret. — Tous les jeudis à 20 h. 30, café Giroux, 83, rue Chevalier.

Après l'emprunt de Défense Nationale

« Une retraite pour les vieux »
« Du travail pour les chômeurs »
(Le Peuple du 21/4/37.)

Pour réaliser ces revendications, la G. G. T. ne pourrait-elle pas demander au gouvernement de lancer un emprunt de la « défense ouvrière » et de faire, enfin, payer les riches ?

MAIS, VOILA, POUR LA DEFENSE OUVRIERE, LES BANQUES NE MARCHENT PAS : LA MISERE N'EST PAS « RENTABLE » !

LES RETARDS DE L'EXPO

La vraie bataille à gagner...

Si nous reparlons un peu de l'Exposition, sujet scabreux s'il en est ? Malheur au mécréant qui ose donner un autre point de vue que l'officiel : d'un peu partout, de tous les étages où se tiennent les fonctionnaires syndicaux, les épithètes sonores tombent. La moindre est celle d'être l'allié des fascistes.

Tant pis. Recouverts d'un bon imperméable, risquons-nous au milieu des gravats qui encombrant un peu partout lesdits chantiers de l'Exposition et bravons sereinement l'averse. Nous voici à quelques jours de l'ouverture fixée et annoncée à grand renfort de discours et de manchettes de journaux. Des fonctionnaires syndicaux, qui ne travaillent plus depuis longtemps dans les chantiers et ateliers, avaient engagé une bataille avec les bras des copains pour l'ouverture de la foire le 1^{er} mai, avec grand défilé de drapeaux multicolores, musiques et déguisements corporatistes divers.

Blum aux côtés de Marx Dormoy et du préfet Langeron, aurait pu assurer la protection du cortège et faire accorder la bénédiction par Mgr Verdier, c'eût été parfait, et le mot d'ordre : UNIR, UNIR, aurait trouvé la consécration définitive, à la grande confusion des sales anars et de leurs amis syndicalistes. Hélas ! il faut déchanter et renoncer à plus tard l'exercice, la bataille est perdue. Les ouvriers ont eu beau en mettre un coup, rien à faire. Il y avait trop de retard. Le 1^{er} Mai ne servira pas, cette fois encore, à couvrir une foire de commerce impérialiste. Du reste, la réalité commence à se dessiner pour ceux qui ont mis debout tous ces pavillons : la débâche est commencée, en retard, heureusement, car les grands travaux précèdent ne sont pas près de se mettre en route, et il ne pleut nullement aux ouvriers d'aller grossir la file de ceux qui encombrant déjà les bureaux de pointage, avec, comme ressource supplémentaire, il est vrai, la possibilité d'aller voir aux environs de l'Exposition le défilé des provinciaux et des étrangers. Les fonctionnaires syndicaux allant porter leur irie aux commerçants fascistes, pour la plupart, qui graviteront autour et à l'intérieur de la foire.

Nos permanents, sentant le danger du mécontentement qui s'exprime déjà, se remuent et les délégations aux ministres recommencent pendant que la débâche se poursuit à un rythme qui va s'accroître. Pour le moment, il est nécessaire d'agir énergiquement en rappelant les promesses faites ; l'emprunt nous paraît une bonne blague, les capitalistes ne sont guère sensibles à nos arguments. Il faut exiger que les 6 milliards enlevés du budget pour le chapitre travaux y soient réintégré. Un impôt spécial sur les grosses fortunes peut aussi être facilement, car les gars du bâtiment n'ont pas à suer pour fournir les dividendes à des capitalistes qui viendraient par un emprunt de l'Etat, si toutefois il était réalisable.

Voilà une bataille à gagner : pour qu'enfin les compagnons aient du travail, et de l'utile : que soient rasés les lauriers, les logements propres et sains pour tous, d'abord ; des canas, des hôpitaux pour nos malades. Alors, là, les compagnons en mettront vraiment un bon coup, œuvrant alors pour le bien de tous, vers une humanité meilleure.

PINÇON.

Quels sont les scissionnistes ?

Je suis pris à partie dans le journal Le Citoyen au sujet d'une « union que nous avons tenue au cercle d'étude syndicaliste ». L'auteur du papier écrit de droite et assés d'habitude qu'il y a la loi du travail fractionnel à la suite duquel inévitablement une nouvelle scission doit surgir.

Ceux qui vont colportant que le camarade Uniel, un secrétaire de notre syndicat est un salaud, un traître, vendu au patronat, digne émule des fascistes, etc. que d'autres vieux militants en ont assez de taper les copains. L'on pourrait peut-être demander « à ces responsables » si la caisse du syndicat ne pourrait pas venir en aide à ces victimes du dernier mouvement. Ce serait peut-être le moment pour les intéressés de rappeler aussi aux nacos les 5.000 francs qu'a coûtés le voyage de Bertrand à Moscou.

Donc, nous voyons maintenant où conduit la grève dans la rue, et sans surprise pour nous ; puisque depuis quinze ans, tous les mouvements qui se sont déroulés dans notre corporation se terminèrent en queue de poisson.

Dans les petits ateliers, les ouvriers étaient remplacés immédiatement ; et dans les grands magasins les précautions étaient prises pour que le travail soit exécuté dans un des multiples ateliers de la firme ; et les ouvriers ne l'ignoraient pas.

Où, la grève dans la rue était périmée ; et les travailleurs se devaient de perfectionner leurs moyens de défense sans s'occuper de l'avis des politiciens qui ne sont bons qu'à les berner comme le démontrent tous les jours des faits réprobatoires.

GREVE DES CORDONNIERS-REPARATEURS

Dans cette corporation de parias, où les longues journées d'avant-guerre subsistent toujours, où les salaires sont maigres, le syndicat est faible.

Cependant il existe chez les réparateurs un esprit combatif et on peut dire que parmi eux il y a beaucoup d'ans qui s'ignorent. Depuis les 15 murs, 500 ouvriers sont en grève, ils refusent l'arbitrage et certaines grosses boîtes comme Pilot ont signé les contrats garantissant des salaires au-dessus des minima.

L'action directe est bien menée et a nécessité la protection des jaunes par la police de M. Dormoy. Ces jaunes sont cherchés à domicile et mangent chez le patron.

Le ministre a obligé le syndicat à subir l'arbitrage mais depuis huit jours aucune réponse n'est encore parvenue.

Une centaine d'ouvriers sont encore en grève à l'heure actuelle et se réunissent tous les jours à la Bourse en assemblée générale. D'autre part les patrons réfractaires, qui sont unis

Vers un syndicalisme révolutionnaire

M. Jouhaux, qui est encore (aussi bizarre que cela puisse paraître) secrétaire de la C.G.T., vient, dans un discours prononcé au C.C.N. de résumer une belle opération. Il a mis dans sa poche la tendance syndicalo-bolcheviste, s'est assis sur les statuts confédéraux, et a lié sinon définitivement — mais du moins pour un temps — le syndicalisme aux destinées du gouvernement de F.P.

Le discours de Jouhaux a plusieurs qualités. Il est net, clair, précis, et ne permet pas d'interprétations divergentes. Tout d'abord une remarque. Au long de son discours, Jouhaux, pas une fois, ne parle des grèves de juin 36. L'occupation des usines, l'action révolutionnaire des ouvriers, pour lui, ça ne semble pas avoir existé. Il n'a retenu, de tout ce qui s'est fait depuis un an, qu'une seule chose : l'action gouvernementale. Et il chante : (1) « Nous n'avons pas non plus le droit de méconnaître ce qu'on fait la majorité et le gouvernement de F.P. » et « dans aucun autre pays à moins de circonstances révolutionnaires, en un si bref délai des réformes d'une importance aussi capitale n'ont été à la fois votées et appliquées. »

Qu'a-t-il donc fait le gouvernement de F.P. pour que Jouhaux lui décerne des palmes ? Il a légalisé, sous la pression des masses ouvrières ce qu'elles avaient conquis de force. Pas révolutionnaires les « circonstances » ? Si, Jouhaux, et les masses aussi. Ceux qui n'étaient pas révolutionnaires, c'étaient les dirigeants, qui comme en 14, comme en 20 ont été dépassés par les événements.

Ces réformes, que Jouhaux porte si généreusement au crédit du gouvernement de F.P., sans doute les considère-t-il comme définitivement acquises ? Oui, à une seule condition, c'est qu'elles ne gênent pas le Capital. Il déclare en effet : « que nous ne pouvons pas laisser concurrencer sur notre marché national, notre propre industrie. La défense de notre marché national est évidemment une condition du maintien des réformes acquises et de leur développement. »

(1) Toutes les citations sont extraites du Peuple du 14/4.

VELOPPEMENT ». Ce qui revient à dire en somme que si les réformes acquises mettaient en mauvaise posture vis-à-vis de la concurrence étrangère, notre industrie capitaliste (l'industrie n'étant pas que je sache aux mains des travailleurs) il faudrait reconsidérer la question des améliorations acquises par le prolétariat. Je crois que M. Gignoux serait d'accord avec M. Jouhaux sur ce point.

Pour l'arbitrage obligatoire il en est de même. Il n'a apporté à la classe ouvrière que désillusions successives. S'il empêche les grèves il n'empêche pas les lock-out. Malgré cela M. Jouhaux se félicite « d'avoir demandé le vote et l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ». Je n'insiste pas sur ce point, les camarades désirant savoir où les mène cette loi d'arbitrage n'ont qu'à demander la brochure éditée par le Centre d'Etudes Syndicalistes : Lutte de classes.

Je ne veux pas citer plus loin. Il y aurait trop à dire : tout le discours de Jouhaux peut se résumer dans le titre d'une brochure thozériste : « tout par le front populaire, tout pour le F.P. » Et, la chose la plus pénible à constater c'est que rares sont les délégués du C.C.N. qui aient fait entendre un autre son de cloche et encore bien timidement. La C.G.T. semble avoir adopté la discipline du P.C. : le maître parle, on entérine. Quelle déchéance !

En face de ce syndicalisme frelaté, les libertaires doivent se dresser, et, non pas seulement critiquer leurs adversaires, mais leur opposer leur conception d'un syndicalisme s'appuyant sur la masse et non sur le gouvernement, même s'il est de F.P.

En terminant son discours au C.C.N. Jouhaux déclare : « Notre révolution, nous voulons la faire dans l'ordre ».

Comme si cela fût devenu possible ! Vous avez l'air d'y croire dans le seul but de légitimer votre inaction.

Le syndicalisme, le nôtre, celui de Pelloutier, celui de Griffuelhes, celui d'Yvetot, celui de Jouhaux quand il n'avait pas 30 ans de fonctionnarisme, est indépendant de toute secte phi-

losophique ou religieuse, de tout parti politique, de tout gouvernement.

Le vôtre se traîne dans les antichambres ministérielles, ne reconnaît que la loi bourgeoise, et met la classe ouvrière à la disposition de messieurs les surbarbares.

Notre syndicalisme ne reconnaît pas de défense nationale en régime capitaliste.

Le vôtre verse des fonds — prélevés sur les cotisations des malheureux — à l'emprunt de défense nationale. Notre syndicalisme n'admet pas qu'un gouvernement fût-il de F.P. tire sur les ouvriers à Metlaoui et à Clichy.

Le vôtre se contente de mettre des gerbes de fleurs sur les cadavres !

Que faites-vous contre le fascisme ? Rien ! Pardon, vous irez manifester au bois de Vincennes ! Que faites-vous pour l'Espagne ? Rien. Même pas une manifestation ! Et cependant vous en faites à chaque instant à n'importe quel propos ! Nous, libertaires, nous estimons que la chose qui actuellement prime toutes les autres, c'est la défense de la révolution ouvrière d'Espagne. Vous — et ce sera votre éternelle honte — vous laissez le destin de cette classe ouvrière se jouer dans les officines diplomatiques. Et cependant vous auriez pu créer un immense mouvement de solidarité agissant en faveur de nos camarades syndicalistes espagnols. Vous ne l'avez pas voulu. On ne peut s'occuper de tout. Peut-être que, lorsque vous aurez assuré le triomphe de l'Exposition, vous vous souviendrez qu'un peuple lutte non seulement contre le fascisme national, mais aussi contre le capitalisme international et contre la démocratie bourgeoise.

Nous voulons l'espérer sans trop y croire. Votre évolution est trop profonde. Qu'il s'agisse de lutte de classes, de défense nationale, de solidarité internationale. Votre attitude n'est jamais celle d'un syndicaliste, mais d'un prisonnier de la bourgeoisie. La classe ouvrière ouvrira les yeux. Nous l'y aiderons, et nous lui montrerons le danger qu'il y a pour elle, à toujours se laisser conduire par les mêmes hommes, qui fatalement finiront par se substituer au mouvement qu'ils sont censés représenter.

GAM.

La nationalisation des fabrications de guerre

Avec les 40 heures, les lois sociales, les congés payés et mille autres avantages énumérés quotidiennement dans la presse conformiste le gouvernement de Front populaire a voté la nationalisation des fabrications de guerre. Depuis le 31 mars 1937 toutes ces industries sont sous le contrôle théorique de l'Etat.

Du fait que les marchands de canons ont disparu des colonnes du Popu, du Peuple ou de l'Humanité, beaucoup de travailleurs pensent de bonne foi que l'emprunt de la « Défense Nationale » n'engrainera pas les ci-devant munitionnaires.

La nationalisation se limite actuellement à l'aviation et à l'armement.

Dans l'aviation l'Etat contrôle. Pour pouvoir exercer « légalement » ce contrôle il a dû racheter 66 % des actions des sociétés. Celles-ci continuent à être gérées par les patrons.

La « décentralisation » de cette industrie a conduit le ministère de l'Air à créer 6 sociétés régionales absorbant la presque totalité des usines existantes. La direction de ces nouvelles sociétés est confiée aux compétences éprouvées que sont les membres de la Chambre Syndicale Patronale de l'Aéronautique. Au sommet de ce bel édifice, un homme qualifié devient le directeur national, c'est par pur hasard le Président de la Chambre Patronale.

Pour harmoniser la vie de ces 6 sociétés il a été créé un Comité de coordination. Sa composition est étonnante :

a) les 6 directeurs régionaux : Olivier, Potez, Bloch, Aréne, Outhenin-Chalandre, Dewoitine ;
b) le directeur national : de l'Escaillé ;
c) un ou deux représentants du Ministère de l'Air ;

d) un conseiller juridique ;
e) enfin à côté des représentants des capitalistes et du gouvernement viendra s'asseoir un otage : le représentant de la C.G.T. désigné par le bureau confédéral.

Le premier travail du Comité de coordination a été le suivant : faire avaler par le Front populaire un projet que Flandin avait jugé inacceptable pour les travailleurs. Ce projet qui remonte à avril 36 a trait à « la mobilisation industrielle ». Fruit de l'union sacrée entre la Chambre Syndicale Patronale de l'Aéronautique et l'appareil étrangement aux « Ententes Industrielles ».

Ces ententes, dues uniquement à l'initiative patronale ne tendent qu'à réorganiser l'économie capitaliste pour l'adapter aux moyens modernes de production.

Le principal défenseur de cet essai de fascisme économique est Jean Coutrot, ancien collaborateur de Laval, qui vient d'être choisi par Spinasse pour diriger le Comité National d'organisation scientifique du Travail.

Citons les buts désintéressés de cette « mobilisation industrielle » prônée par les Patrons : (cité d'après « L'Union des Allés »).

« La mobilisation industrielle a pour but de passer du régime de production normale à un régime intensif en utilisant les usines mises au moment de la mobilisation à la disposition de l'industrie aéronautique. »

L'organisation doit être étudiée pour répondre en première ligne à trois objectifs principaux :

1) diminuer le temps qui s'écoule entre la mobilisation et le moment où le rythme définitif des fabrications est acquis, et par conséquent diminuer le matériel à stocker en temps de paix ;

2) utiliser une main-d'œuvre aussi réduite que possible, en particulier parmi les spécialistes, et faire appel dans la plus large mesure à la main-d'œuvre féminine ;

3) assurer la qualité du matériel et l'interchangeabilité des éléments aux pièces de détail. Le problème ainsi posé est essentiellement un problème industriel. Etc.

Suit une critique de l'organisation actuelle et la proposition d'une nouvelle organisation. Pour les travailleurs au courant de ce que sont « les ententes industrielles », nous leur conseillons d'enregistrer les 2^e et 3^e paragraphes et l'avis des patrons dans le dernier alinéa.

Dans le 2^e paragraphe : la résultante de l'utilisation d'une main-d'œuvre aussi réduite que possible, c'est le développement du machinisme en optant pour les dernières machines perfectionnées ; c'est du ressort de la Rationalisation qui nous conduit directement à un licenciement du personnel.

Dans le 3^e paragraphe : l'interchangeabilité des éléments ou pièces de détail c'est la normalisation.

Nous enregistrons en passant leur aveu sur la possibilité de produire en abondance, quand il s'agit de la défense nationale, et nous les mettons en opposition, le moment venu, avec leurs dénégations courantes sur ces possibilités d'abondance, en puissance dans tous les domaines de l'industrie.

Nous constatons que le fait d'avoir réuni dans la main de l'Etat toute une industrie facilite grandement la besogne des patrons nommés aux leviers de commande pour organiser le progrès sur le dos des travailleurs. Si l'on ajoute qu'à leur plan de réorganisation, les Syndicats patronaux posent comme complément indispensable la décentralisation, on voit que nous sommes servis.

Nous pouvons maintenant constater que l'Etat-Major a suivi point par point les directives des patrons. (A suivre).

GEGACHE.

N.B. — Nos camarades trouveront au « Libérateur » la brochure, Les Nationalisations, éditée par la « Fédération des Techniciens » (dont le non-conformisme lui vaut actuellement l'hostilité déclarée des bonzes confédéraux). Son prix est de 1 fr. 25.

Groupe d'usines U. A.

NOTRE TRACT

Les camarades des groupes d'usines sont priés de passer au L.B. chercher les tracts : UNIR, UNIR, UNIR ? OUI, LES TRAVAILLEURS CONTRE L'ENNEMI COMMUN : LA BOURGEOISIE.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

DANS L'HABILLEMENT

Un triste aveu. Le sort d'une grève dans la rue

Le « Peuple » de vendredi 16 avril a publié, un communiqué émanant du bureau 23, deuxième étage de la Bourse du Travail, pour demander aux militants responsables d'organiser dans tous les ateliers des collectes afin de venir en aide aux camarades lock-outés qui, d'après ce même communiqué seraient « un certain nombre ».

C'est l'aveu même que la grève fut un désastre, pour les militants de la base qui luttent dans les ateliers, sans autre ambition, que de défendre leur existence matérielle.

Quant à l'appel à la solidarité, je n'en suis pas adversaire, surtout pour des cas comme ceux-là. Mais avant de taper les copains, l'on pourrait peut-être demander « à ces responsables » si la caisse du syndicat ne pourrait pas venir en aide à ces victimes du dernier mouvement. Ce serait peut-être le moment pour les intéressés de rappeler aussi aux nacos les 5.000 francs qu'a coûtés le voyage de Bertrand à Moscou.

Donc, nous voyons maintenant où conduit la grève dans la rue, et sans surprise pour nous ; puisque depuis quinze ans, tous les mouvements qui se sont déroulés dans notre corporation se terminèrent en queue de poisson.

Dans les petits ateliers, les ouvriers étaient remplacés immédiatement ; et dans les grands magasins les précautions étaient prises pour que le travail soit exécuté dans un des multiples ateliers de la firme ; et les ouvriers ne l'ignoraient pas.

Où, la grève dans la rue était périmée ; et les travailleurs se devaient de perfectionner leurs moyens de défense sans s'occuper de l'avis des politiciens qui ne sont bons qu'à les berner comme le démontrent tous les jours des faits réprobatoires.

GREVE DES CORDONNIERS-REPARATEURS

Dans cette corporation de parias, où les longues journées d'avant-guerre subsistent toujours, où les salaires sont maigres, le syndicat est faible.

Cependant il existe chez les réparateurs un esprit combatif et on peut dire que parmi eux il y a beaucoup d'ans qui s'ignorent. Depuis les 15 murs, 500 ouvriers sont en grève, ils refusent l'arbitrage et certaines grosses boîtes comme Pilot ont signé les contrats garantissant des salaires au-dessus des minima.

L'action directe est bien menée et a nécessité la protection des jaunes par la police de M. Dormoy. Ces jaunes sont cherchés à domicile et mangent chez le patron.

Le ministre a obligé le syndicat à subir l'arbitrage mais depuis huit jours aucune réponse n'est encore parvenue.

Une centaine d'ouvriers sont encore en grève à l'heure actuelle et se réunissent tous les jours à la Bourse en assemblée générale. D'autre part les patrons réfractaires, qui sont unis

au sein du syndicat patronal attaquent les grévistes pour rupture de contrat. Nous faisons appel aux camarades pour qu'ils cherchent par tous les moyens à donner aux grévistes la solidarité effective qui leur est due.

Un Gniaf.

CHEZ LES TRAVAILLEURS DU PAPIER

Malgré les tentatives d'étouffement, la base veut clamer sa colère, manifester son désaccord complet avec la politique « nationale » des bonzes.

Après avoir envoyé à la Bourse une pétition contre les 250.000 fr. de l'emprunt, nos camarades du Papier nous communiquent une résolution présentée à leur assemblée générale.

Les ouvriers papeteriers et régleurs de la région parisienne réunis dans leur assemblée générale du 13 avril 1937 :

Protestent énergiquement contre le versement de la somme de 250.000 fr. effectuée par la C.G.T., et cela sans consultation des cotisants, à l'emprunt de la défense nationale ; estiment que leurs cotisations ne doivent pas servir à la préparation de la prochaine boucherie ; s'élèvent contre la direction de la C.G.T. puisse penser autrement et ils demandent en outre la publication de cette protestation dans leurs journaux corporatistes et sa discussion au comité fédéral.

Ce texte de résolution sera présenté au Conseil Central et bon gré mal gré il atteindra les pontifs.

Ne voulant pas être en reste, les imprimeurs lithographes défendront une motion identique à leur assemblée du 22 avril.

Bravo, les gars du Papier et surtout faites comme le nègre... continuez !

DANS LE SPECTACLE

Encore un arbitrage rendu contre les travailleurs.

Après de longs mois de pourparlers l'ancien sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, M. Mistler avait été désigné pour « surarbitrer » les points litigieux.

Ah ! ça n'a pas traîné. Les travailleurs du spectacle sont, sans doute pour ce radical bon teint, quantité négligeable ; aussi sa sentence se traduit-elle par des diminutions de salaires pour de nombreuses catégories.

Mais la riposte fut digne des travailleurs du spectacle. Réunis salle du « Petit Journal » dimanche matin pour décider de l'action à mener, ils décidèrent à l'unanimité la cessation immédiate du travail, malgré le freinage organisé des dirigeants syndicaux : Cebon, pour la Fédération du Spectacle ; Delon, pour la Fédération des Employés et Hénaff, pour l'Union des Syndicats de la R. P., qui leur demandaient de différer le mouvement.

Rappelé en toute hâte du Congrès radical qui palabrait sur les bienfaits de la paix sociale, le Mistler en question dut rectifier ses « erreurs » commises au détriment des exploités.

Naturellement, au meeting qui précéda la reprise du travail, Cebon, Delon et le représentant de l'Union des Syndicats eurent le culte de féliciter les grévistes du Spectacle pour le

spontanisme de leur mouvement qui avait permis d'obtenir de sérieuses améliorations.

Quelle leçon en tirer sinon qu'il est une fois de plus démontré que l'action directe de la classe ouvrière est seule capable de triompher à la fois du despotisme patronal et de l'impuissance du gouvernement de Front populaire malgré les manœuvres des politiciens du syndicalisme.

SOCIETE DES AUTEURS COMPOSITEURS

Les employés avaient constitué un syndicat affilié à la C. G. T. Ils viennent de déposer de nouvelles revendications réclamant entre autres une augmentation de salaire de 15 % et refusant de faire des heures supplémentaires aussi longtemps qu'il y aura des chômeurs susceptibles d'être embauchés. Sur ce, la Direction constitue un syndicat professionnel indépendant afin de faire disparaître le syndicat actuel.

Est-il exact que le Président du Conseil d'Administration est membre du parti S.F.I.O. et aurait été en cette qualité candidat du dit Parti aux dernières élections législatives ?

Raymond Boitel.

CONGRES DE L'UNION DEPARTEMENTALE DE LA LOIRE

Les 10 et 11 avril s'est tenu notre Congrès.

Un congrès ? Non, une foire, puisque seule une fraction avait le droit de s'exprimer.

Par leurs procédés habituels, les communistes essayèrent de nous empêcher de prendre la parole, mais devant la réaction de l'assistance, ils nous laissèrent, à contre-cœur, parler.

Au sujet de nos affirmations, messieurs les communistes, à savoir que nous sommes des doriotistes, nous tenons à vous dire que nous sommes contre tous les fascistes et aussi contre ceux qui se déguisent sous des masques hypocrites de communistes français. Vous dites que nous sommes une poignée, mais pourquoi voulez-vous, par tous les moyens, nous empêcher de dire la vérité sur votre trahison vis-à-vis du prolétariat.

A propos de notre journal « La Voix Syndicaliste », ne croyez pas que malgré votre travail fractionnel, il puisse disparaître ; au contraire, de mensuel il deviendra bi-mensuel.

Nous tenons à vous dire que ce ne sont pas des affirmations gratuites, car il n'est que de voir l'accueil que lui réserve la population.

Surtout, n'oubliez pas que pendant 15 mois, vous vous êtes conduits en majoritaires, alors que nous n'aviez que 7 voix sur 20.

Quant à toi, camarade Buard, tu nous reproches de rester syndicalistes révolutionnaires, c'est tout à notre honneur de prolétaires.

Quant à vous, vous êtes et resterez des patriotes. Malgré toutes vos manœuvres, l'intervention de notre camarade Garnier a réussi à clarifier votre position ambiguë sur l'indépendance du syndicalisme, puisque 38 syndicats sur 120 votèrent notre motion. Pour nous, ce résultat est un encouragement pour notre travail syndicaliste révolutionnaire.

Un délégué au Congrès.